

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement du Centre

Bourges, le 20 mai 2009

Groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

Michel VUILLOT
Directeur

Société concernée

SOCIÉTÉ CEMENTS CALCIA
Usine de BEFFES
18320 BEFFES

Etablissement concerné

Carrière située sur les

Communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY

GIDIC : RAPAUTO

Référence : RM/DP/ICR/RAPAUTO-090511

Vos réf. : Bordereau de madame le préfet du Cher du 20 janvier 2009.

Affaire suivie par : Daniel POMMIER

daniel.pommier@industrie.gouv.fr

Tél. 02.48.21.20.20 – Fax : 02.48.20.42.39

Objet : demande d'autorisation de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire des communes de Beffes et Marseilles Les Aubigny et demande d'autorisation de défrichement sur la commune de Beffes.

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Madame le Préfet du Cher**

Par lettre en date du 15 mai 2008, Monsieur LORENZINI, agissant en qualité de directeur de la Société Ciments CALCIA, dont le siège social est actuellement situé Rue des Technodes, 78930 GUERVILLE, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire sur le territoire des communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY aux lieux-dits « Les Grands Champs de Beffes », « Les Barrois » et « Les Gris » sur les parcelles ci dessous :

► en ce qui concerne le renouvellement :

- pour la commune de BEFFES, section AB n° 42 à 48, 49 à 51, 53, 54, 59, 65, 73, 95, 103, 104 et 108, section AM n° 1 à 5, 45 et 46, section AN n° 1, 10, 13, et 14 ;
- pour la commune de MARSEILLES LES AUBIGNY, section AD n° 33.

► En ce qui concerne l'extension :

- située uniquement sur la commune de BEFFES, section AB n° 39 à 41, 55 à 58, 60 à 63, 107 et 112.

A noter qu'une autorisation de défrichement a été simultanément sollicitée. De plus, les sables argileux issus de la découverte seront traités par une entreprise extérieure dans une installation de traitement des matériaux soumise au régime de la déclaration. Il s'agit de la SAS GSM qui appartient au même groupe que Ciments CALCIA, à savoir ITALCEMENTI GROUP.

Un extrait de carte au 1/25000 localisant le site et un plan cadastral comportant le périmètre sollicité sont joints en annexe du présent rapport.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 15 mai 2008 et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 2 juin 2008.

PJ : Extrait carte au 1/25000
Plan parcellaire
Projet d'arrêté préfectoral

15 avenue Roland Garros
18021 BOURGES Cedex

Tél. : 02.48.21.20.20 – Fax : 02.48.20.42.39

Mel : dir.ind@industrie.gouv.fr - <http://www.centre.dir.ind.gouv.fr>

1 - OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités.

Désignation des installations en fonction des critères de la nomenclature ICPE et autres si nécessaires	Nomenclature ICPE Rubriques concernées	Régime A, D, NC
Exploitation de carrière (argiles, sables argileux et calcaire) : Rythme maximum d'exploitation : 1 300 000 tonnes par an.	2510-1	A

A : autorisation ; D : déclaration ; NC : non classé

1.2. Description de l'établissement et historique administratif.

Il s'agit de la carrière de calcaire qui alimente la cimenterie, d'une superficie actuelle de 1 543 356 m² à laquelle il faut ajouter le projet de l'extension de 232 998 m², soit un total de 1 776 354 m² pour une surface exploitable de 1 237 363 m². Située sur les communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY, cette carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 24 septembre 1979 pour une durée de 30 ans.

Elle se situe rive gauche de la Loire, en bordure Est de la forêt d'Aubigny sur un plateau boisé dont l'altitude moyenne s'établit autour de 193 m NGF. Elle est desservie par la route départementale n° 45. Une voie ferrée dessert également la cimenterie. Cette voie ferrée sert à évacuer une partie de la production de la cimenterie, l'autre partie étant transportée par route. Le canal latéral à la Loire traverse BEFFES parallèlement à la RD45.

L'exploitation est réalisée par gradins successifs, à ce jour, la carrière comporte 5 fronts de taille d'une hauteur inférieure à 15 mètres. Le carreau de la carrière est et restera à 120 m NGF au Sud et 115 m NGF au Nord.

Hormis la trémie d'alimentation, l'installation de traitement des matériaux n'est pas à l'intérieur du périmètre d'autorisation de la carrière mais sur le site de la cimenterie. Il s'agit donc de l'arrêté préfectoral du 25 avril 2008 qui autorise les activités de la cimenterie et de l'installation de traitement des matériaux de la carrière.

1.3. Présentation de la demande.

L'emplacement sollicité pour l'extension se situe à l'Est et au Nord Est de l'exploitation actuel. Il s'agit en majeure partie d'un espace boisé situé à la lisière du « Bois d'Aubigny ». Une autorisation de défrichement a été sollicitée par l'exploitant. L'enquête publique qui s'y rapporte s'est déroulée simultanément à celle inhérente au présent dossier.

Le gisement représente un volume à extraire de l'ordre de 31 000 000 tonnes. Compte tenu des hétérogénéités géologiques sur le site (notamment quartz, le chiffrage est difficile à établir. Avec une production maximale annuelle de 1 300 000 tonnes, la durée de l'autorisation sollicitée est de 30 ans.

L'exploitation de la carrière continuera à se faire à ciel ouvert, par abattage à l'explosif en volée successive à raison de 2 à 3 tirs maximum par semaine selon les besoins de la cimenterie. L'exploitant dispose d'un arrêté d'utilisation des explosifs dès réception, de ce fait aucun dépôt d'explosif n'existe sur le site.

La méthode d'exploitation comprend les opérations suivantes :

- Décapage de la terre végétale (0,30 mètre) qui est transférée vers des merlons périphériques pour être réutilisée pour le réaménagement ;
- Décapage et stockage des argiles sableuses (2 mètres) qui seront utilisées lors de phase de traitement des matériaux pour entrer dans la fabrication du ciment ;
- Décapage des sables argileux (8 mètres) qui seront transportés vers l'installation de traitement d'une entreprise extérieure exploitée par SAS GSM. Une partie sera commercialisée, l'autre partie sera mise en remblais pour le réaménagement ;
- Ces opérations permettront de mettre à nu le gisement de calcaire qui sera abattu à l'explosif. Pour ce faire l'exploitant est autorisé à utiliser des explosifs dès réception

par arrêté préfectoral dont la validité a été portée à l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière soit le 24 septembre 2009.

- Les fronts de taille successifs formant des gradins de 15 m de hauteur maximum séparés par des banquettes. La largeur de chaque banquette est de 15 m.

Les travaux de décapage des terres meubles sont effectués par passes successives à l'aide d'une pelle mécanique et de tombereaux. Le calcaire abattu à l'explosif est repris à la base des fronts par une chargeuse et chargés sur des Dumpers qui l'achemine vers la trémie d'alimentation de l'installation de traitement dédiée aux matériaux de la carrière.

A l'état final, le site sera réaménagé en un plan d'eau qui se remplira de lui-même. Les abords du plan d'eau seront aménagés en talus végétalisés, plate forme et cheminement.

L'exploitant dispose de la maîtrise foncière des terrains, il en est le propriétaire.

1.4. Cadre administratif de l'instruction.

Il s'agit d'une demande de renouvellement et d'extension de la carrière existante. Cette demande s'inscrit dans le cadre des articles R 512-2 et suivants du Code de l'Environnement.

L'enquête publique inhérente à la présente demande, et visant les parcelles sus visées, a été réalisée conjointement à celle relative au défrichement.

1.5. Maîtrise d'urbanisation.

Les parcelles concernées (renouvellement et extension) sont situées en zone NCb (zone agricole et de carrière) du Plan Local d'Urbanisme des deux communes. Toutefois, 5 parcelles situées en lisière nord du site et qui ne seront pas exploitées sont classées en Zone NCa (zone de protection agricole). Il s'agit de parcelles constituant un chemin d'accès, lequel est situé à la limite Nord du périmètre d'exploitation sollicité. Une demande de l'exploitant au maire de la commune de BEFFES a été faite en vue de classer ces parcelles en zone agricole et de carrière. Une lettre du maire de BEFFES stipulant que cette demande sera prise en compte dans la prochaine modification du PLU est jointe au dossier.

2 - PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique.

L'enquête publique s'est déroulée du 4 novembre 2008 au 5 décembre 2008 inclus dans les communes de :

- pour le département du Cher : BEFFES, JOUET SUR L'AUBOIS, JUSSY LE CHAUDRIER, MARSEILLES LES AUBIGNY, MENETOU-COUTURE, PRECY, SAINT LEGER LE PETIT,
- pour le département de la Nièvre : GERMIGNY SUR LOIRE, TRONSANGE.

Dans son rapport d'enquête, le commissaire enquêteur signale avoir eu une dizaine de visites, trois observations ont été reportées sur les registres et une association lui a remis un courrier. L'ensemble de ces observations reste favorable au projet. Les thèmes abordés sont le bruit des engins sur la carrière, l'eau (risque d'assèchement d'un étang) et la sécurité du site. Le courrier émis par l'association est relatif au trafic routier engendré par la commercialisation du sable issu de la découverte par une entreprise extérieure.

La synthèse de ces observations a été transmise à l'exploitant, lequel a répondu au commissaire enquêteur.

2.2. Avis du commissaire enquêteur.

Le 6 janvier 2009, dans ses conclusions, le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation et d'extension de l'exploitation de la carrière sur les communes de Beffes et Marseilles Les Aubigny avec la recommandation suivante :

« la remise en état devra permettre de retrouver un site à l'allure naturelle et que ce réaménagement soit aussi l'occasion de réduire au maximum l'impact sur la biodiversité en créant des milieux diversifiés dans sa partie non immergée, car il est clair que la zone qui sera constituée par le plan d'eau avec les impacts qui lui sont dus constituent un état de fait pratiquement irréversible. »

2.3. Avis des conseils municipaux.

Le conseil municipal de la commune de BEFFES, en date du 15 novembre 2008, émet un avis favorable à l'extension de la carrière sous réserve d'être en conformité avec le Plan d'Occupation des Soils.

Le 28 novembre 2008, le conseil municipal de MARSEILLES LES AUBIGNY émet un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de ST LEGER LE PETIT, en date du 21 novembre 2008, émet un avis favorable à la poursuite et à l'extension de l'exploitation de la carrière sur le territoire des communes de Beffes et Marseilles les Aubigny.

Le conseil municipal de JOUET SUR L'AUBOIS, en date du 14 novembre 2008, émet un avis favorable.

Le conseil municipal de JUSSY LE CHAUDRIER, en date du 21 novembre 2008, émet un avis favorable à la demande.

Le conseil municipal de GERMIGNY SUR LOIRE, en date du 18 novembre 2008, émet un avis favorable à la poursuite et à l'extension de l'exploitation sur la commune de Beffes

2.4. Avis des services consultés.

2.4.1 : Par courrier du 15 décembre 2008, monsieur le Directeur Départemental de l'Equipeement et de l'Agriculture signale que ce dossier appelle de sa part les observations suivantes en spécifiant que le présent avis n'est émis que dans le cadre de la demande portant sur l'exploitation proprement dite de la carrière, du fait que la demande relative à l'autorisation de défrichement fait l'objet d'une procédure particulière :

« Urbanisme.

D'une part, la commune de Beffes est dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé le 1^{er} septembre 1978 et modifié le 1^{er} décembre 2000 et valant Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le règlement du POS précise que les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sont admises à condition que la localisation envisagée permette de maintenir les zones d'habitation à l'écart des nuisances.

Un PLU sur cette commune est prescrit depuis le 23 juin 2006.

D'autre part, la commune de Marseilles-les-Aubigny est dotée d'un POS approuvé le 11 décembre 1987 et modifié le 11 mai 2007 et valant PLU.

Le règlement du POS précise que les ICPE sont admises à condition que la localisation envisagée permette de maintenir les zones urbanisées et les zones d'urbanisation future à usage d'habitation à l'écart des nuisances.

Accès routiers et sécurité routière.

Du strict point de vue de la sécurité routière, l'accès au site d'exploitation par une voie communale ne pose pas de problème particulier, mais du fait du débouché de celle-ci sur la RD 51, la Direction des Routes et Bâtiments (DRB) du Conseil Général du Cher, service gestionnaire du réseau routier départemental, a été consultée.

Eau.

La procédure à suivre en cas de pollution accidentelle devra être rédigée et mise à disposition du personnel de la carrière (conducteurs d'engins en particulier). Celle-ci devra prévoir, notamment, l'utilisation de kit anti-pollution et l'information immédiate de l'inspecteur des installations classées.

Le projet prévoit des changements importants de niveaux piézométriques en période d'exploitation et persistants durablement après l'arrêt de l'exploitation, sans que leur incidence sur les éventuels usages de l'eau souterraine environnants (puits domestiques ou agricoles) ne soit évaluée.

Par ailleurs, la remise en état final est prévue par la création d'un plan d'eau de 65 ha.

L'estimation de sa durée de remplissage se base sur des données qui semblent incohérentes, notamment dans la relation entre les données météo prises en considération dans le calcul (page 33 du document 07.323/8 – étude hydrogéologique) et celles exposées dans la partie « climatologie » du dossier (pages 11 à 13 de l'étude d'impact). Les hypothèses retenues prenant en compte plusieurs stations météo devront être explicitées.

Les formules utilisées pour l'estimation du temps de remplissage de la carrière à l'arrêt des extractions et des pompes semblent erronées.

Le dossier indique que le rejet d'exhaure, c'est à dire lié au pompage des eaux souterraines, sera d'environ 1 200 000 m³/an dans la phase finale d'exploitation. L'incidence quantitative de ce rejet doit être évaluée, et l'hypothèse étudiée que celui-ci puisse également s'effectuer dans le cours d'eau à proximité, et non uniquement dans le canal latéral à la Loire.

Après l'arrêt de l'exploitation, le dossier prévoit que l'eau du bassin versant est intégralement utilisée pour le remplissage du plan d'eau, conduisant à un rejet global nul du bassin versant durant 50 ans. Ce phénomène devra être évalué et son incidence sur les milieux étudiée, de même que le volume d'évapotranspiration potentielle (ETP) du plan d'eau à ce terme.

Des compléments devront être apportés sur :

- l'incidence des changements de niveaux piézométriques sur les éventuels usages de l'eau souterraine environnants ;
- les hypothèses et les données météo retenues, ainsi que le mode de calcul pour la durée de remplissage du plan d'eau ;
- l'incidence des variations des volumes rejetés et de la capture totale des rejets du bassin versant pendant toute la durée du remplissage du plan d'eau ;
- l'évaluation du volume d'eau évaporé annuellement par le plan d'eau final et son incidence.

Environnement

Concernant l'aspect « Forêt / Nature », le 3 juin 2008, la Société Ciments CALCIA a déposé un dossier de demande d'autorisation de défrichement dont le délai d'instruction requis est de 8 mois, soit jusqu'au 3 février 2009.

Cette demande d'autorisation est soumise à une procédure d'enquête publique conjointe à celle relative à la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière.

Il faut noter que dans le cas d'une autorisation de carrière, il n'y a pas d'obligation d'antériorité de l'autorisation de défrichement.

Sans préjuger du résultat de l'enquête publique ni de celui de la demande d'autorisation, le défrichement devra être compensé par l'implantation d'un boisement sur une surface au moins identique (environ 33 hectares).

Risques naturels et technologiques

Le dossier ne suscite pas de remarque particulière. »

En l'absence des éléments d'incidence nécessaires sur les problématiques « EAU », un avis défavorable est émis en attirant l'attention sur les considérations contenues dans le courrier de la DRB du Conseil Général du Cher.

2.4.2 : Le 11 décembre 2008 monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales émet un avis favorable en précisant que cette activité semble présenter un risque acceptable pour les populations et l'environnement compte tenu des connaissances scientifiques et techniques actuelles.

2.4.3 : Le Directeur Régional de l'Environnement formule les observations suivantes dans un courrier du 26 décembre 2008 :

« Sur le défrichement envisagé.

La demande de défrichement (32 ha) concerne un boisement naturel, de type chênaie – charmaie, adossé au grand massif de la forêt d'Aubigny (plusieurs milliers d'hectares).

Ce défrichement sera très progressif (entre 1 et 7 ha par phases de 5 ans), et sera effectué en dehors des périodes de mi-mai à mi-août, afin de tenir compte des périodes de nidification de la Tourterelle des bois. Toutefois, il conviendra, pour une meilleure prise en compte de l'avifaune dans son ensemble, de prévoir le déboisement en période automnale ou hivernale (septembre à février inclus).

Des reboisements compensatoires à ces défrichements sont prévus sur des sites appartenant à la Société CALCIA, à hauteur de 37 ha, dans un rayon de 40 km autour de la carrière. Néanmoins, aucune précision n'est apportée quant aux sites en question, ce qui ne permet pas de conclure sur la valeur de ces reboisements, en termes de compensation des fonctions écologiques altérées. En effet, ces reboisements devront être réalisés dans des contextes pédo-climatiques similaires et remplir les mêmes fonctions d'accueil pour la faune et la flore (surfaces unitaires des boisements, rôle de corridor).

Du point de vue Faune – Flore – Milieux naturels.

Qualité des informations fournies dans l'étude.

L'étude faune - flore - milieux réalisée en période (avril - mai 2007), présente de manière satisfaisante les milieux naturels et la flore du site.

Les secteurs demandés en renouvellement (154 ha dont les 32 ha à défricher) et en extension (23 ha) sont principalement constitués, pour les parties non encore exploitées, de prairies mésophiles et de boisements (naturels et plantations). Les quelques zones humides et les friches issues de l'activité industrielle du site (bords de pistes, merlons, talus, ...) s'ajoutent aux milieux naturels non encore touchés par l'exploitation (cf. ci-dessus sur le défrichement).

Quatre stations ponctuelles d'une espèce protégée régionale, l'*Orchis pyramidal*, ont été observées au niveau de friches et de la jeune plantation résineuse. Enfin, plusieurs espèces végétales patrimoniales sont également relevées : *Juncus anceps*, déterminante ZNIEFF, au niveau des bordures végétales du plan d'eau et *Carex strigosa*, déterminante ZNIEFF également, au niveau du bois feuillu (cette espèce peut cependant être confondue avec *Carex sylvatica*, beaucoup plus commune). Une erreur est par ailleurs relevée dans le document (page 57) : la mention du Trèfle étoilé (*Trifolium stellatum*), espèce méridionale.

Au niveau de la faune, quelques espèces d'oiseaux patrimoniaux sont mentionnées (Sterne pierregarin observée occasionnellement en pêche sur le plan d'eau, Tourterelle des bois dans la forêt d'Aubigny, Rousserolle turdoïde dans les roselières du bassin de décantation).

Prise en compte par le projet des risques d'impacts sur le milieu naturel.

La poursuite et l'extension de l'exploitation détruira quelques prairies, qui sont cependant peu diversifiées et sans espèces patrimoniales. Par contre, elle ne touchera pas les stations d'*Orchis pyramidal*.

Après 30 ans d'exploitation, le site comportera une excavation d'environ 70 m de profondeur. Son remplissage naturel par apport d'eaux pluviales et d'eaux souterraines à la cote de 164 m NGF durera environ 50 ans. A ce sujet, si l'étude hydrogéologique jointe à l'étude d'impact indique en page 25 que le plan d'eau final aura une surface d'environ 67 hectares, rien n'est précisé sur l'aménagement possible (et souhaitable) de pentes douces et sinueuses au niveau de cette cote du futur plan d'eau (164 m NGF en 2089). Il conviendra de compléter le dossier par des plans détaillés de l'état du site en fin de remplissage du plan d'eau et en phases intermédiaires décennales.

Sur les talus et zones planes qui seront reconstitués en prairies ou pelouses calcicoles (colonisation végétale naturelle de ces zones et réensemencement artificiel), il convient de préciser, pour chaque type de secteur (zones prairiales planes, pentes calcicoles) les espèces locales adaptées qui seront semées. De même, les espèces arborées des talus à vocation boisée devront être détaillées (espèces locales adaptées aux pentes calcaires : érables, charmes, tilleuls, ...).

Du point de vue des sites et paysages.

Si le site est déjà impacté fortement avec la cimenterie et la grande carrière actuelle, il bénéficie d'une situation abritée sous couvert des boisements denses conséquents (forêt d'Aubigny) qui limitent les interfaces visuelles. L'extension est marginale face aux dimensions planimétrique et altimétrique de celle existante.

Je note que la protection visuelle et phonique des riverains et des usagers de la route départementale 51 vis à vis de cette zone d'extension est déjà assurée par la présence d'un merlon et d'une haie périphériques.

Je note également que le plan de restitution après exploitation et réaménagement (page 131) est intéressant en termes de diversité des milieux et produira avant remplissage partiel un paysage original.

Sur le volet eau.

Dans les zones en exploitation, les eaux venant de la nappe et celles issues du ruissellement s'écoulent vers le fond de fouille. La pente plancher permet un écoulement gravitaire vers un puisard en zone Sud et vers un bassin pour la zone Nord. Les eaux non utilisées pour le fonctionnement de la carrière sont ré-acheminées après traitement dans le canal latéral à la Loire.

En ce qui concerne le réaménagement (non illustré) en plan d'eau du site, dès l'arrêt des pompes d'exhaure, la carrière amorcera son remplissage très progressif pendant une période évaluée à 50 ans.

Je note que si la demande d'autorisation porte sur une durée de 30 ans, le remplissage du plan d'eau se fera au delà du terme de cette autorisation et ce sur une durée estimée à 50 ans environ. Cela signifie que la demande actuelle porte en fait sur une opération qui s'achèverait à l'échéance de 2089. Un volet « analyse des impacts et évaluation environnementale » du projet à partir de projections sur l'ensemble de cette période (80 ans) serait conforme à la directive européenne du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement qui cible notamment dans son annexe 1 alinéa 19, les carrières supérieures à 25 hectares.

Cette réglementation européenne (directive du 27 juin 1985) exige dans son article 3 que « l'évaluation des incidences sur l'environnement identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les effets directs et indirects d'un projet ... ».

L'absence dans le dossier de certains effets indirects du projet sur la période qui va au delà de l'exploitation de la carrière peut créer un risque juridique.

Compte tenu du contexte hydrogéologique local, il conviendra de mettre en œuvre durant la durée d'exploitation du site, le suivi indiqué en conclusion (page 36) de l'étude hydrogéologique jointe au dossier qui consiste à :

- *mettre en place de nouveaux piézomètres au Nord Est de la carrière avec un suivi régulier des niveaux sur l'ensemble du réseau en place (deux fois par an sur tous les piézomètres) ;*
- *assurer un suivi des compteurs sur les deux fouilles de la carrière et sur le rejet au canal pour évaluer l'évolution des apports d'eau sur le site ;*
- *réaliser un suivi de la qualité des eaux de la nappe (piézomètre) et des eaux d'exhaure sur la carrière. »*

Sans préjuger des observations complémentaires formulées par les services de la police l'eau et ceux en charge de l'autorisation de défrichement, un avis favorable est émis sous réserve :

- *de restreindre les défrichements aux périodes allant de septembre et février inclus ;*
- *d'assurer le suivi hydrogéologique du site tel que décrit ci-dessus ;*
- *d'apporter des compléments et précisions sur :*
 - . la nature et la description des reboisements compensatoires,*
 - . les espèces qui seront choisies pour la revégétalisation du site,*
 - . le plan d'aménagement final du plan d'eau ainsi que les plans intermédiaires à échéances décennales,*
 - . l'évaluation des incidences indirectes du projet sur l'environnement au delà de l'exploitation du site.*

2.4.4 : Le 29 octobre 2008, le **Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours** émet les observations suivantes :

« 1°) Mettre les nouvelles installations électriques d'alimentation des machines outils et des équipements techniques, conformes aux normes et DTU en vigueur (notamment les arrêts d'urgence et les coupures générales).

2°) Entretenir régulièrement ces installations électriques et les faire vérifier annuellement par une personne ou un organisme agréé.

3°) Poser, en nombre suffisant, dans les zones à risques (notamment électrique et vestiaire) des extincteurs, conformes aux normes en vigueur. Les entretenir et les faire vérifier annuellement par un technicien compétent.

4°) S'assurer dans le local vestiaire carrière de la pose d'un téléphone urbain. Afficher des consignes générales contre l'incendie et les numéros d'appel des secours.

5°) Prévoir en tout temps la parfaite ouverture de la barrière d'entrée, aux engins d'incendie et de secours (notamment en cas de rupture de son alimentation électrique).

6°) Rendre facilement accessible et toujours disponible, un brancard, le kit antipollution et les produits absorbants, la bouée et sa touline, le gilet de sauvetage et sa perche et une trousse de premiers secours.

7°) Réaliser pour le plan d'eau une plate forme d'aspiration selon les critères suivants :

- surface minimale de 32 m² (4 m X 8 m),
- résistance de 160 kN (90 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,60 m),
- pente douce de 2 cm / m (le point le plus bas du côté du point d'eau),
- protection et balisage de la zone afin d'éviter toute chute de personne,
- talus positionné du côté de l'eau, soit en terre ferme, soit de préférence en maçonnerie,
- repérable facilement par un panneau de signalisation,
- la crépine d'aspiration (NFS 61-842) doit être immergée en tout temps sous 0,30 m d'eau et située à 0,50 m minimum du fond,
- les raccords doivent être symétriques auto étanches de type AR (aspiration/refoulement). Ils doivent se trouver de 0,80 m à 1 m du sol, être équipés de bouchons obturateurs et protégés de toute agression mécanique éventuelle. Les tenons doivent être disposés verticalement afin de faciliter le raccordement des tuyaux d'aspiration.

Dans le respect des observations susvisées, un avis favorable est émis. »

2.4.5: Le Directeur de Routes et des Bâtiments du Conseil Général du Cher signale le 6 novembre 2008 :

« L'extension demandée se situe en bordure du périmètre d'une carrière actuellement autorisée dont l'accès s'effectue par la cimenterie desservie par une voie communale à Beffes.

Le nouveau projet d'exploitation ne nécessite pas de nouvel accès et n'entraîne pas d'augmentation de trafic à l'extérieur du site. »

Un avis favorable est émis.

Il est précisé également :

« L'installation de valorisation située au Nord Ouest du site évoquée dans le dossier fera l'objet d'une déclaration séparée qui devra intégrer le projet d'aménagement d'un nouvel accès sur la RD 51 pour lequel un accord de principe a été donné par la direction des routes et des bâtiments le 16 juin 2008 mais qui devra faire l'objet d'une validation préalable avant tous travaux. »

2.4.6. Le secrétaire du CHSCT de Ciments CALCIA de l'usine de Beffes émet, en date du 21 novembre 2009, un avis favorable.

2.5 : Mémoire en réponse de l'exploitant

Dans son mémoire en date du 9 janvier 2009, l'exploitant apporte les réponses aux observations émises par les services consultés. Ces réponses ont été directement transmises à chacun des services, lesquels ont formulé un nouvel avis.

2.5.1 – Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture le 7 avril 2009.

« Le directeur de l'usine CALCIA m'a transmis les renseignements complémentaires dont l'analyse par mes services s'établit ainsi qu'il suit :

1) L'incidence des changements de niveaux piézométriques sur les éventuels usages de l'eau souterraine environnants.

Les éléments apportés répondent aux interrogations. Les 4 puits potentiellement sous influence sont soit non utilisés, soit propriété de l'usine.

2) Les hypothèses et les données météo retenues, ainsi que le mode de calcul pour la durée de remplissage du plan d'eau.

Les éléments apportés répondent aux interrogations.

3) L'incidence des variations des volumes rejetés et de la capture totale des rejets du bassin versant pendant toute la durée du remplissage du plan d'eau.

Les éléments apportés répondent en partie à la question posée. Durant la période d'exploitation, il est proposé de rejeter en continu un débit de 15 m³/h, soit directement à partir d'un pompage dans la carrière, soit en utilisant la canal comme système de transit.

L'apport d'un débit constant au cours d'eau est une solution intéressante. La solution du prélèvement en continu de 15 m³/h semble la plus adaptée.

Néanmoins aucune réponse n'est apportée sur la pérennité de ce type d'aménagement. En effet le problème lié à l'absence de rejet d'eau au milieu naturel pendant les 30 à 40 années de la

période de remplissage n'est pas abordé dans le rapport complémentaire. Comme l'indique celui-ci, les données disponibles sont entachées d'imprécisions importantes et nécessitent d'être réévaluées en cours d'exploitation.

Il est donc concevable de ne pas prévoir dans le détail, dès aujourd'hui, les solutions à mettre en place pour la post exploitation, mais que celles-ci soient décidées en fin d'exploitation.

Dans ce contexte, il convient que l'arrêté d'autorisation prévoit, dans ses articles relatifs à la post exploitation, que l'opportunité d'un rejet au cours d'eau pendant la période de remplissage soit étudiée.

4) L'évaluation du volume d'eau évaporé annuellement par le plan d'eau final et son incidence.

Les éléments apportés répondent aux interrogations. »

En conclusion, sous réserve de mettre en place un rejet au cours d'eau de 15 m³/h en tout temps pendant la période d'exploitation, conformément à la solution proposée dans le complément d'étude, et de prévoir, dans l'arrêté d'autorisation que soit étudiée, sur la base des données acquises en cours d'exploitation, l'opportunité de faire perdurer un tel rejet en période de post exploitation, j'émet un avis favorable à la demande présentée par le pétitionnaire.

2.5.2 – Direction Régionale de l'Environnement le 20 avril 2009.

Au vu des éléments apportés par l'exploitant, la DIREN apporte des précisions à son avis initial, la teneur en est la suivante :

« Sur le défrichement.

Sans revenir à mes observations du 26 décembre 2008 et sachant que l'autorisation de défrichement est indépendante de l'autorisation ICPE, je souhaiterais être rendu destinataire de l'arrêté préfectoral de défrichement.

Du point de vue Faune, Flore Milieux Naturels.

Je note que le défrichement sera réalisé de septembre à février inclus, excluant ainsi les périodes pouvant nuire à l'avifaune.

Les précisions demandées sur le réaménagement du site sont apportées sous forme de plans ou d'un descriptif détaillé de la remise en état qui sont joints au dossier.

Parmi les essences utilisées pour les reboisements et la revégétalisation, il conviendra d'exclure les espèces non indigènes suivantes : *Alnus cordata*, *Pinus nigra*, *Eleagnus angustifolia*, *Gleditsia triacanthos*.

Sur le volet Eau.

Je prends note des mesures hydrogéologiques qui sont déjà effectives.

Le pétitionnaire propose d'installer un nouveau piézomètre dans la zone Nord Est du site et de réaliser un suivi bi-annuel de l'ensemble des piézomètres (les 6 actuellement installés ainsi que celui à créer). Je souscris à ces propositions qui devront être conduites de manière à assurer un suivi quantitatif et qualitatif de la nappe.

Enfin je prends note des compléments fournis sur le plan d'eau final et sur ses incidences au delà de l'échéance de l'autorisation d'exploitation de la carrière.

En conclusion, les compléments et précisions apportées par le mémoire répondent globalement aux réserves formulées dans mon avis du 26 décembre 2008. »

En conséquence, j'émet un avis favorable sur ce projet sous réserve d'exclure lors de la remise en état, les espèces citées ci-dessus ».

2.5.3–Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Ce service précise, par courriel du 19 février 2009 adressé à l'exploitant, qu'il lève la prescription émise lors de son 1^{er} avis et relative à l'obligation de réaliser une plate forme d'aspiration sur le plan d'eau résultant de l'activité d'extraction.

3 – MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1 : Méthode d'exploitation et de remise en état.

La méthode d'exploitation est identique à celle mise en œuvre actuellement. Elle est réalisée par abattage du calcaire à l'explosif, avec utilisation de micro retards, à raison de 2 à 3 tirs maximum par semaine. Aucun dépôt d'explosif n'existe sur le site, l'exploitant étant titulaire d'une autorisation d'utiliser des explosifs dès réception en date du 19 janvier 2009 dont la limite

de validité coïncide avec l'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière soit le 24 septembre 2009. La hauteur de fronts d'exploitation sera de 15 mètres maximum. Les matériaux seront extraits jusqu'à la cote 120 m NGF sur la partie Sud et 115 m NGF sur la partie Nord. Les matériaux sont repris à la chargeuse et transportés jusqu'à la trémie d'alimentation de l'installation de traitement par Dumpers.

Simultanément à cette exploitation, la SAS GSM exploitera l'installation de traitement de matériaux destinée à valoriser les sables argileux. Ceux-ci seront ensuite évacués pour commercialisation. Ce projet de traitement des sables argileux répond à un objectif de développement durable dans la mesure où il valorise un produit jusqu'alors considéré comme un déchet.

Le fond de fouille est maintenu sec par pompage des eaux, lesquelles sont drainées vers un bassin d'orage et de confinement après avoir transité dans un pré-décanteur. Une pompe permet le refoulement des eaux du bassin d'orage et de confinement vers le plan d'eau Nord via un séparateur d'hydrocarbures. Les eaux de ce bassin servent au circuit d'eau industrielle et au procédé de fabrication de l'usine. Une partie de l'excédent est évacuée vers le canal latéral de la Loire, l'autre partie, par l'intermédiaire d'une pompe de 15 m³/h alimentera le ruisseau voisin en continu, via une station de neutralisation du pH.

Un dispositif de détection automatique d'hydrocarbures à 5 mg/l est mis en place dans le bassin d'orage. En cas de pollution des eaux pompées, un dispositif coupe automatiquement la pompe de refoulement et l'arrêt est signalé en salle de contrôle. Le bassin d'orage et de confinement se remplira tant que l'eau provenant de la carrière ne sera pas conforme. Lorsque cette eau redeviendra conforme elle sera redirigée par un circuit secondaire, vers le bassin Nord afin d'isoler le bassin d'orage ou des opérations de dépollution seront réalisées. Elles seront confiées à une entreprise spécialisée.

L'exploitation a été divisée en six phases quinquennales. La zone d'exploitation sera menée de façon à faire reculer progressivement les fronts vers l'Ouest.

A l'échéance de l'autorisation, les surfaces utilisées par la SAS GSM n'auront pas été exploitées. Le réaménagement prévu dans le présent dossier correspond au réaménagement qui serait effectué si, à l'échéance de trente ans d'exploitation, la cimenterie arrêtait son exploitation. A ce jour, et dans le cadre de la pérennité de la cimenterie, l'exploitation de cette carrière devrait se poursuivre et le réaménagement prévu serait différé dans le temps.

Ce réaménagement concerne principalement la remise en état des fronts. Dès l'arrêt des pompes des eaux d'exhaure, s'amorcera le remplissage très progressif de la carrière en eau. La cote définitive du plan d'eau (164 m NGF) ne sera stabilisée qu'au terme d'une cinquantaine d'années. Sur le long terme, le réaménagement des fronts ne concerne que la partie hors d'eau, au-dessus de la cote de 164 m NGF. Afin d'améliorer l'intégration, il est envisagé de rectifier les profils des fronts pour atténuer leur apparence abrupte, alors que les formes environnantes sont très douces. Des tirs de bordure seront effectués et les matériaux obtenus seront mis en remblai immédiatement à l'aval pour adoucir la pente.

La seule solution pour masquer la raideur des fronts est d'y apposer un remblai. Ce type de réaménagement a été entrepris à l'extrémité Est et se poursuivra vers l'extrémité Ouest. Les fronts Nord Est ne présentent pas de problème de stabilité. Ils ont été exploités en début de l'exploitation. Depuis ils ont été colonisés par la végétation spontanée et présentent un très faible impact paysager. Le site sera revégétalisé sur la partie hors d'eau, l'ensemencement sera réalisé avec un mélange d'espèces répondant à des critères écologiques et agronomiques. Cette végétalisation prendra en compte les préconisations émises par la DIREN. Une plantation de ligneux à partir d'essences locales participera également à l'intégration paysagère.

3.2 : Gestion de l'eau sur le site.

En ce qui concerne les eaux souterraines, les piézomètres mis en place entre la carrière et le canal de la Loire montrent qu'il n'y a pas de risque d'apport vers la carrière à partir du canal ou de la nappe des alluvions.

Du fait de l'augmentation du bassin versant de la carrière qui va passer de 108 ha à 333 ha, Les eaux de surface, en particulier les eaux d'exhaure vont voir leur volume augmenter au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation. En fin d'exploitation, le volume total des eaux d'exhaure pourrait être de 1 à 1,2 millions de m³ par an, soit le double du chiffre actuel. Pour les rejets de la carrière vers le canal, les volumes en jeu resteront faibles (100 à 300 m³ annuel) au regard des volumes transitant par cette voie fluviale.

A noter que la carrière se situe dans un bassin versant indépendant de ceux qui alimentent les captages voisins exploités pour l'eau potable.

Les rejets d'eau domestiques sont traités par les installations de la cimenterie. Les véhicules sont entretenus dans le garage de la cimenterie.

3.3 : Le milieu humain.

L'habitat est relativement concentré le long de la RD 45 autour des villages de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY. Les habitations les plus proches se situent à environ 100 mètres au Nord Est de la limite du site et à environ 400 mètres des futures zones d'exploitation.

L'exploitation de la carrière va placer les fronts Nord à environ 400 mètres des habitations. L'extension vers l'ouest va éloigner les sources sonores des zones à émergences réglementées. L'étude acoustique réalisée montre que, pour ces zones à émergences réglementées, les niveaux sonores ne devraient pas excéder 55 dB(A) en fonctionnement normal.

Les vibrations issues des tirs réalisés dans la configuration actuelle n'ont jamais suscitées de plaintes des riverains. Les mesures réalisées jusqu'à ce jour dans les maisons voisines font apparaître des vitesses particulières comprises entre 0,3 et 0,4 mm/s alors que l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux vibrations émises dans l'environnement impose une valeur maximale de 10 mm/s. L'étude réalisée dans le présent dossier démontre que les vibrations engendrées dans les deux directions d'extension du site resteront inférieures aux valeurs réglementaires fixées par l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.

3.4 : Faune et flore.

Le secteur est principalement constitué, pour les parties non encore exploitées, de prairies mésophiles et de boisements. Les quelques zones humides et les friches issues de l'activité industrielle du site (bords de pistes, merlons, talus, ...) s'ajoutent aux milieux naturels non encore touchés par l'exploitation. Quatre stations ponctuelles d'une espèce protégée régionale, ont été observées. Enfin, plusieurs espèces végétales patrimoniales sont également relevées.

Au niveau de la faune, quelques espèces d'oiseaux patrimoniaux ont été observées occasionnellement en pêche sur le plan d'eau.

3.5 : Les transports.

Ce nouveau projet ne prévoit pas d'augmentation des volumes exploités. En conséquence, l'évacuation des produits finis (ciment en vrac et en sacs) par route sera, comme il l'est actuellement, de 27 camions par jour au maximum.

3.6 : Capacités techniques et financières.

La société CEMENTS CALCIA exploite depuis très longtemps des carrières fournissant des matériaux indispensables à la fabrication du ciment. Elle dispose d'un matériel adapté à l'activité en question : chargeuses sur pneus, pelle hydraulique, Dumpers, etc, ...

Le renouvellement du parc de la carrière est réalisé tous les 9 ou 10 ans.

Le chiffre d'affaires annuel est de l'ordre de 907 millions d'Euros pour un résultat net de 206 millions d'Euros.

3.7 : Garanties financières.

Les garanties financières sont destinées à permettre un réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant. Les éléments fournis dans le dossier ont permis d'estimer les garanties financières à mettre en place pour chaque phase quinquennale par la société CEMENTS CALCIA.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période : ce montant inclus la TVA. (Indice TP01 de décembre 2007).

Le calcul forfaitaire du montant des garanties financières pour la remise en état du site a été effectué selon les modalités prévues par l'arrêté ministériel du 9 février 2004.

La formule de calcul utilisée est :

$$CR = \alpha (S1 C1 + S2 C2 + S3 C3) \text{ €}$$

CR : montant de référence des garanties financières pour la période considérée.

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuée de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminué des surfaces remises en état.

α = Index (1+TVA_n) / Index 0 (1+TVA₀) avec :

Index : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé dans l'arrêté préfectoral ;

Index0 : indice TP01 de février 1998 soit 416,2 ;

TVA_n : taux de la TVA applicable lors de l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;

TVA₀ : taux de la TVA applicable en février 1998 soit 0,206.

L'autorisation a été sollicitée pour une durée de 30 ans, 6 périodes quinquennales sont considérées.

Sur cette base, le demandeur a effectué le calcul du montant pour chaque période et propose de retenir les valeurs suivantes.

Ce calcul n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées, la valeur de α a été calculée sur la base de l'indice TP01 du 1^{er} décembre 2007 (TP01 = 595,9). Cet indice étant le dernier connu lors de l'élaboration du dossier.

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ ha)	S2 (C2 = 24,5 k€/ ha)	S3 (C3 = 12 k€/ha)	TOTAL en K€ TTC
1	19	48	5	1058
2	19	60	6	1229
3	19	73	7	1446
4	19	85	6	1607
5	19	94	6	1756
6	19	102	3	1836

3.8 Les raisons du choix du site.

L'usine CALCIA de Beffes fournit chaque année 550 000 tonnes de ciment. Elle souhaite poursuivre son activité d'extraction de calcaire qui constitue la matière première de la fabrication du ciment de Beffes. L'exploitant est propriétaire des terrains sollicités, le gisement est à proximité du site de fabrication.

Des travaux de modernisation ont été réalisés en 1987. Depuis cette date, cette cimenterie est aujourd'hui la plus importante du groupe et emploie 111 personnes.

4 – AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les observations portées sur les registres d'enquête publique ne vont pas à l'encontre du projet. Le commissaire enquêteur ainsi que les conseils municipaux consultés ont également émis des avis favorables au projet.

Les services administratifs concernés ont émis des avis favorables, les informations portées par le pétitionnaire dans son mémoire en réponse ont permis de préciser et d'améliorer les conséquences de certains impacts environnementaux. Les remarques et observations émises lors de cette consultation, sont, pour certaines d'entre elles, reprises dans le projet d'arrêté préfectoral joint (rejet des eaux, lutte contre l'incendie, revégétalisation entre autres).

On notera que la durée d'exploitation sollicitée (30 ans) est en adéquation avec le volume de matériaux à extraire.

5 - CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à madame le préfet du Cher d'autoriser l'activité prévue par le demandeur sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent rapport.

En application de l'article R.512-25 du code de l'environnement, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites - formation carrières - devra être consultée sur ce projet.

L'inspecteur des installations classées,

inspecteur des installations
ALPOMMIER

Vu et transmis avec avis conforme,
à madame le préfet du Cher,

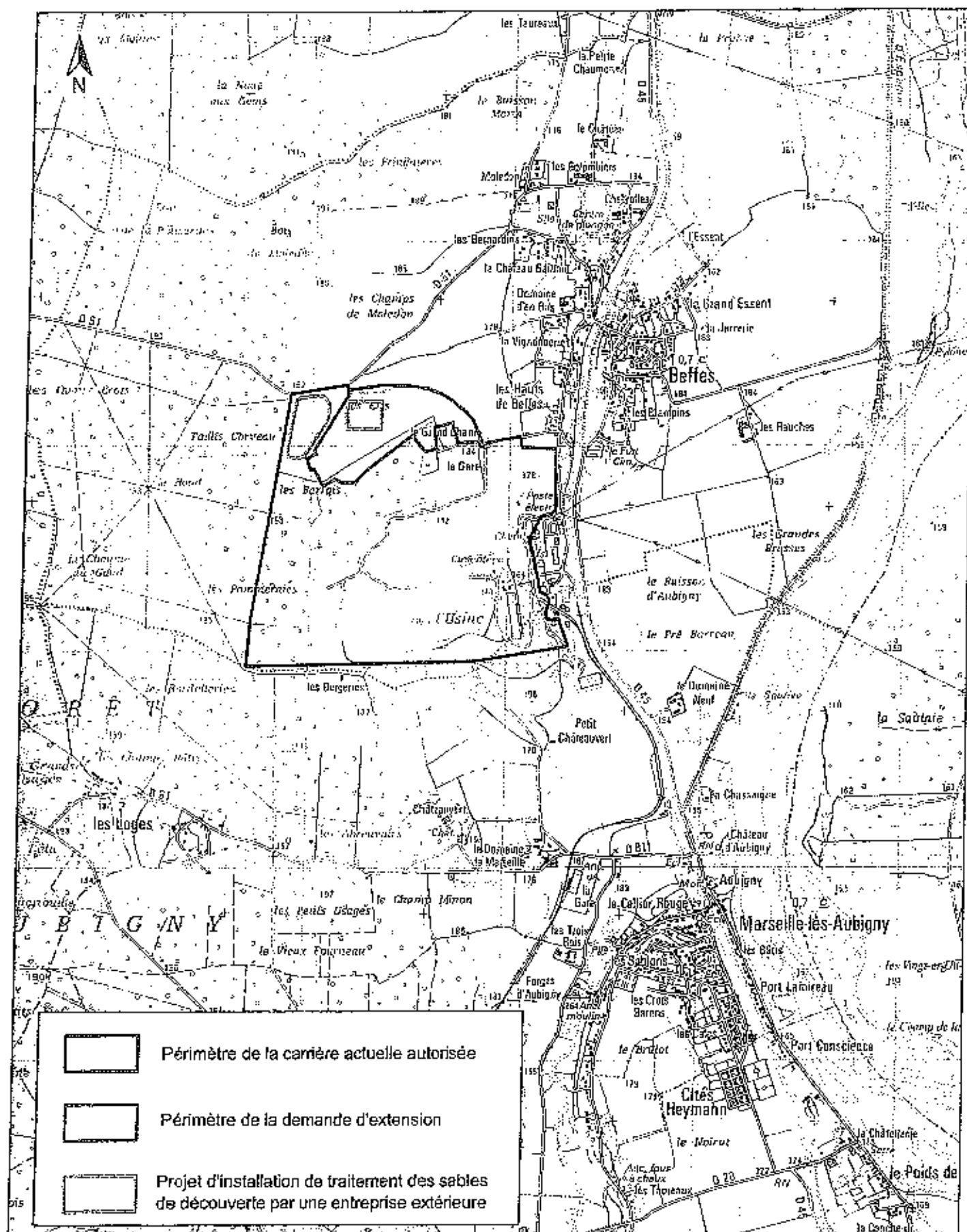
Pour le directeur et par délégation,

Le chef du groupe de subdivisions du Cher et de l'Indre

Miche
R. MIOCHE

R. MIOCHE

Ciments Calcia Carrière de Beffes Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	MICA Environnement
	CARTE DE LOCALISATION DU PROJET (Fond IGN 25240 Jouet-sur-l'Aubois)	Echelle 1 : 25 000



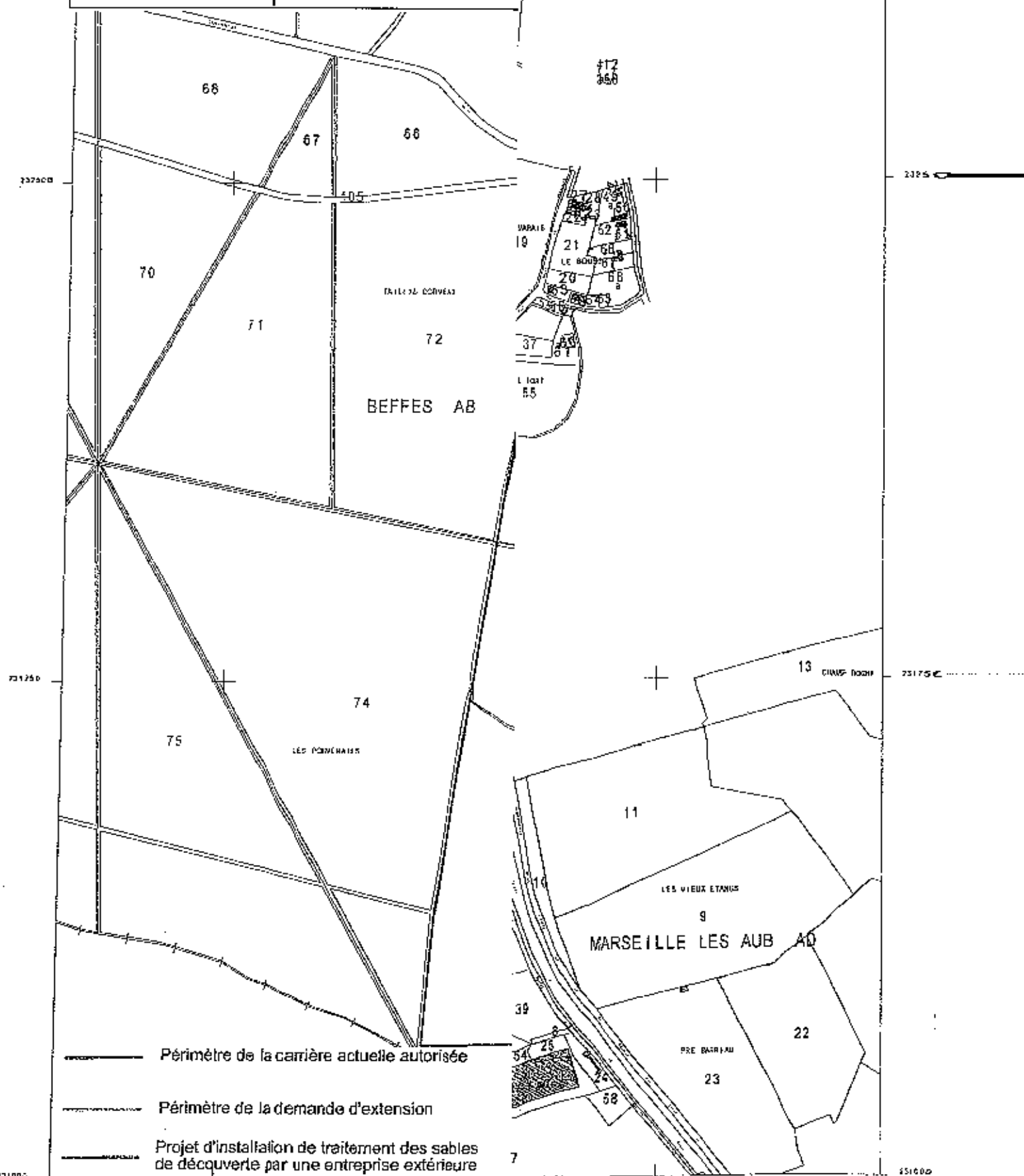
CIMENTI CALCIA

Carrière de Beffes

Cher {18}

DÉMANDE D'AUS
DE RENOUVELLEMEN

PLAN CAD



PREFECTURE DU CHER

ARRETE N° DU

**Autorisant la société CEMENTS CALCIA à poursuivre et à étendre
une carrière de calcaire
sur le territoire des communes de
BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY**

Le Préfet du Cher....

Vu le code de l'environnement et notamment son livre V ;

Vu le code minier ;

Vu le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées ;

Vu le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;

Vu la demande présentée par la société CEMENTS CALCIA en date du 15 mai 2008 en vue de poursuivre et d'étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur les communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY ;

Vu le mémoire en réponse de l'exploitant, annexé à son courrier du 3 mars 2009 ;

Vu les résultats de l'enquête publique ;

Vu les avis exprimés au cours de l'instruction administrative ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 mai 2009 ;

Vu l'avis émis par la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites – formation carrières lors de sa séance du ... ;

CONSIDÉRANT que l'activité projetée constitue une installation classée soumise à autorisation visée selon les rubriques n° 2510.1° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation peut engendrer des vibrations qui pourraient être à l'origine d'une fissuration des habitations lors des tirs de mines ;

CONSIDÉRANT que des garanties financières permettront le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que des mesures sont prises afin d'assurer la sécurité du personnel et des tiers ;

CONSIDÉRANT que le projet est situé en dehors de toute zone inondable ;

Sur proposition du secrétaire général

ARRÊTE

Article I. DEFINITION DES INSTALLATIONS

I.1. AUTORISATION

La société CEMENTS CALCIA, dont le siège est situé Rue des Technodes 78931 GUERVILLE, est autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire des communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY. Cette carrière est dite « Carrière de Beffes ».

L'emprise autorisée est d'une superficie totale 1 776 354 m² pour une surface exploitable de 1 237 383 m² et concerne les parcelles :

- pour la commune de BEFFES, section AB n° 42 à 48, 49 à 51, 53, 54, 59, 65, 73, 95, 103, 104 et 108, section AM n° 1 à 5, 45 et 46, section AN n° 1, 10, 13, et 14 ; et section AB n° 39 à 41, 55 à 58, 60 à 63, 107 et 112,
- pour la commune de MARSEILLES LES AUBIGNY, section AD n° 33, par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté (annexe 1).

Toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Le centre de la carrière a pour coordonnées (système Lambert II étendu) X de 649 850 m et Y de 2 231 000 m.

I.2. NATURE DES ACTIVITÉS

I.2.A. LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime
2510-1	1- Exploitation de carrière	A

A : Autorisation

1.2.B. QUANTITES AUTORISEES

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière pour la fabrication de ciments à sera de 1 300 000 tonnes/ an avec une moyenne de 1 050 000 tonnes/ an.

1.2.C. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'exploiter une carrière inclut la remise en état et est limitée à une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée 9 mois avant l'échéance de l'autorisation sauf en cas de demande de renouvellement d'exploitation.

La remise en état du site doit être achevée 3 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Le cas échéant, la durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 pris pour l'application de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

1.2.D. PEREMPTION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

1.2.E. AMÉNAGEMENTS

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Le plan de phasage des travaux est annexé au présent arrêté. (Annexe 2)

1.2.F. RÉGLEMENTATION

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premiers traitements des matériaux s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant. Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

Article II. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

II.1. GARANTIES FINANCIÈRES

II.1.A. MONTANT DE REFERENCE DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

L'exploitation est menée en 6 périodes quinquennales.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA).

PERIODES	S1 (C1 = 10,5 k€/ ha)	S2 (C2 = 24,5 k€/ ha)	S3 (C3 = 12 k€/ha)	TOTAL en K€ TTC
1	19	48	5	1058
2	19	60	6	1229
3	19	73	7	1446
4	19	85	6	1607
5	19	94	6	1756
6	19	102	3	1836

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur au 1^{er} décembre 2007 (595,9).

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

II.1.B. NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R 512-44 du code de l'environnement, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article R 516-2.

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

II.1.C. MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant indiqué dans le document d'attestation de la constitution des garanties financières doit être actualisé au moins tous les cinq ans, compte tenu de l'évolution de l'indice TP01 et de la TVA.

Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation suivante :

$$C_n = C_R \left(\text{Index}_n / \text{Index}_R \right) \times ((1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R))$$

Où :

C_R : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_R : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_R : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivants l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

II.1.D. RENOUELEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance ou en cas d'évolution de l'indice TP 01 justifiant de leur actualisation.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

II.1.E. MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec les éléments d'appréciation.

II.1.F. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

II.1.G. APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du Titre 1^{er}, Livre V du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

II.2. MODIFICATIONS DES INSTALLATIONS

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

II.3. DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière ou du fait du fonctionnement de l'installation de premier traitement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Titre 1^{er}, Livre V du code de l'environnement.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

II.4. CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet liés à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant.

II.5. CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet, la date de cet arrêt au moins six mois avant la cessation définitive d'activité.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article R 512-74 du code de l'environnement.

Article III. DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES PORTANT SUR L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

Les carrières sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

III.1. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

III.1.A. INFORMATION DES TIERS

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

III.1.B. BORNAGE

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.

Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

III.1.C. EAU DE RUISSELLEMENT

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 du Titre 1^{er}, Livre II du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

III.1.D. INTEGRATION DE L'INSTALLATION DANS LE PAYSAGE

L'exploitant mettra en place tout aménagement paysager, notamment sous forme de haie végétale, permettant de diminuer les impacts visuels sur les habitations riveraines.

III.2. DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

La déclaration de début d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article R 512-44 du code de l'environnement est subordonnée à la réalisation des prescriptions mentionnées aux articles III.1.a et III.1.b ci-dessus.

Cette déclaration sera transmise au Préfet en trois exemplaires.

III.3. PRESCRIPTIONS GENERALES

L'extraction et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

III.4. CONDUITE DE L'EXTRACTION

III.4.A. DEBOISEMENT, DEFRICHAGE ET PLANTATIONS COMPENSATOIRES

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation. Ils sont autorisés à partir du mois de septembre jusqu'en février.

III.4.B. DECAPAGE DES TERRAINS

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères n'aura pas une hauteur supérieure à 2 m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

III.4.C. PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges. Ces découvertes seront déclarées dans les meilleurs délais au service régional de l'archéologie et à l'inspection des installations classées.

III.4.D. EXTRACTION

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté (Annexe 3). Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

III.4.D.a. EXTRACTION À SEC

Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 120 m NGF au Sud et 115 m NGF au Nord.

III.4.D.b. EXTRACTION EN GRADINS

La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 m.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

III.4.D.c. ABATTAGE A L'EXPLOSIF

L'exploitant définit un plan de tir dans le cadre de l'abattage du gisement par des substances explosives.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

III.4.E. TRANSPORT DES MATERIAUX

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L 131-8 et L 141-9 du Code de la Voirie Routière.

III.4.F. DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS

Les abords de l'exploitation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

III.4.G. CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS

Des organismes agréés procéderont à des contrôles réguliers portant notamment sur :

- les installations électriques ;
- les poussières.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, sur le site.

III.5. PRÉVENTION DES POLLUTIONS

III.5.A. POLLUTION DES EAUX

III.5.A.a. PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Aire de ravitaillement

Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Aire de stockage

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

III.5.A.b. ETIQUETAGE - DONNÉES DE SÉCURITÉ

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de dangers conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

III.5.A.c. REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Chacune des exhaures sera pourvue d'un compteur, un relevé mensuel sera réalisé et les résultats seront consignés sur un registre. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage)

Les eaux de nettoyage et de ruissellement de l'aire de nettoyage seront préalablement décantées et canalisées vers un séparateur d'hydrocarbures de classe 1 avec obturateur automatique.

Le rejet est autorisé dans le canal latéral à la Loire et dans le ruisseau voisin.

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :

- Le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- La température est inférieure à 30° C ;
- Les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90-105) ;
- La demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101) ;
- Les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90-114).

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l.

Le débit maximal de rejet sera de 300 m³/h dans le canal et de 15 m³/h en continu dans le ruisseau. Ces débits seront mesurés selon une fréquence mensuelle.

Les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

Les émissaires sont équipés d'un dispositif de fermeture rapide.

Des analyses de contrôle des paramètres susvisés seront réalisées par un laboratoire agréé tous les trimestres. Les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées. Ils seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

Au vu des résultats, l'exploitant pourra demander au préfet du Cher de modifier la fréquence des contrôles et les paramètres.

Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques devront être évacuées ou traitées conformément au Code de la santé publique.

III.5.A.d. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Le rejet direct ou indirect même après épuration d'eaux résiduaires dans une nappe souterraine est interdit.

La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance. A cette fin, les six piézomètres existants seront complétés par l'implantation d'un septième piézomètre en zone Nord Est.

La conception et la réalisation de ce forage de contrôle de la qualité et du niveau des eaux souterraines devra respecter les recommandations du fascicule de documentation AFNOR référencé FD-X31-614 (1999) relatif à la réalisation d'un forage de contrôle de l'eau souterraine.

L'ouvrage devra notamment répondre aux caractéristiques suivantes :

- le piézomètre doit pénétrer d'au moins 5 mètres dans la nappe,
- le diamètre de forage doit permettre, après tubage, la mise en place d'une pompe permettant le renouvellement de l'eau avant prélèvement,
- le tubage est constitué :
 - ♦ d'un tube plein avec cimentation étanche de l'espace annulaire entre le terrain naturel et le niveau piézométrique de la nappe,
 - ♦ d'un tube crépiné entre le niveau piézométrique et le fond, avec massif filtrant,
 - ♦ d'un couvercle coiffant verrouillable à la partie supérieure du type plein, situé à + 0,50 m par rapport au terrain naturel.

Son implantation sera soumise à l'accord préalable de la DIREN.

Des prélèvements seront réalisés tous les semestres, le niveau de l'eau sera relevé à ces occasions.

Les analyses porteront sur : pH, Chrome, nickel, Mercure, Potentiel redox, COT, Résistivité, Fluorures, Aluminium et Phénol.

Les modalités pratiques de cette surveillance seront définies dans une consigne.

Toute anomalie devra être signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, avec les causes, les mesures prises pour y remédier ou les investigations engagées.

Les résultats des analyses seront tenus à la disposition des agents chargés des contrôles et seront conservés par l'exploitant pendant toute la durée de l'autorisation.

III.5.B. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

III.5.B.a. POUSSIÈRES

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

III.5.B.b. ACCES ET VOIES DE CIRCULATION

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant procèdera à l'arrosage de la piste d'accès autant que de besoin ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

III.5.C. DÉCHETS

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

III.5.C.a. PRINCIPE

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (Livre V, titre IV du code de l'environnement et ses textes d'application).

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possible. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

III.5.C.b. STOCKAGE

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés conformément à l'article III.5.A.a du présent arrêté.

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateur d'odeur,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les envois soient limités.

Les déchets imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

L'exploitant interdira, par tous moyens utiles, les déversements, dépôts ou décharges de produits extérieurs au site (hors remise en état conforme à l'article III.7 du présent arrêté) et de déchets.

III.5.C.c. ELIMINATION DES DÉCHETS

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite.

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre I^{er}, Livre V du code de l'environnement.

Déchets industriels

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-66 à R 543-72 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

Les huiles usagées sont récupérées, stockées et évacuées conformément aux dispositions des articles R 543-3 à R 543-15 du code de l'environnement relatifs à la récupération des huiles usagées.

Déchets ménagers

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le Code Général des Collectivités Territoriales ou remis à un transporteur pour acheminement vers une installation autorisée.

III.5.C.d. SUIVI DES DÉCHETS

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations.

A cet effet, il tiendra à jour un registre qui sera tenu à la disposition des agents chargés des contrôles et dans lequel seront consignés toutes ces informations.

Les dates d'enlèvement, les quantités et la nature des déchets transmis à chaque transporteur ainsi que l'identité des transporteurs devront être précisées.

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par les articles R 541-49 à R 541-61 relatifs au transport par route et au courtage de déchets où il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre susnommé.

III.5.D. PREVENTION DES NUISANCES SONORES - VIBRATIONS

III.5.D.a. GÉNÉRALITÉS

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement de la carrière sont de 4 h à 20 h les jours ouvrables.

III.5.D.b. NIVEAUX SONORES

En dehors des tirs de mines, les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée, telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanche et jours fériés	Émergence admissible de 22 h à 7 h dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) mais inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence des bruits générés par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété	
Période diurne	Période nocturne
70 dB (A)	60 dB(A)

Lorsque plusieurs installations classées sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules de transport, matériels de manutention et engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, respecte les valeurs limites ci-dessus.

III.5.D.c. ENGINES DE TRANSPORT

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière doivent être conformes aux articles R 571-1 à R 571-24 du code de l'environnement relatifs à la lutte contre le bruit et relative aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

III.5.D.d. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

III.5.D.e. CONTRÔLES ACOUSTIQUES

Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé au plus tard en 2010 puis tous les 3 ans et notamment lorsque les fronts de taille de la carrière se rapprochent de zones habitées.

Les résultats des mesures (émergences et niveaux de bruit en limite de propriété) sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

III.5.D.f. VIBRATIONS

Tirs de mines :

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence (en Hertz)	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur limite fixée à l'article 22.2 I de l'arrêté du 22 septembre 1994 sera vérifié au plus tard en 2010 puis tous les 3 ans.

Les résultats de ces mesures seront conservés sur le site à la disposition de l'inspection des installations classées.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date de signature du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de signature du présent arrêté.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

III.6. PREVENTION DES RISQUES

III.6.A. INTERDICTION D'ACCES

III.6.A.a. GARDIENNAGE

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

III.6.A.b. CLÔTURE

L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent (merlon de 2 mètres ne débouchant pas directement sur les bords de l'excavation).

III.6.A.c. INFORMATION

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

III.6.B. INCENDIE ET EXPLOSION

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

En particulier les aménagements suivants seront réalisés :

- Mettre les nouvelles installations électriques d'alimentation des machines outils et des équipements techniques, conformes aux normes et DTU en vigueur (notamment les arrêts d'urgence et les coupures générales).
- Entretenir régulièrement ces installations électriques et les faire vérifier annuellement par une personne ou un organisme agréé.
- Poser, en nombre suffisant, dans les zones à risques (notamment électrique et vestiaire) des extincteurs, conformes aux normes en vigueur. Les entretenir et les faire vérifier annuellement par un technicien compétent.
- S'assurer, dans le local vestiaire carrière, de la pose d'un téléphone urbain. Afficher des consignes générales contre l'incendie et les numéros d'appel des secours.
- Prévoir en tout temps la parfaite ouverture de la barrière d'entrée, aux engins d'incendie et de secours (notamment en cas de rupture de son alimentation électrique).
- Rendre facilement accessible et toujours disponible, un brancard, le kit antipollution et les produits absorbants, la bouée et sa toulène, le gilet de sauvetage et sa perche et une trousse de premiers secours.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

III.6.C BASSINS DE DECANTATION

Les bassins de décantation seront interdits par une clôture ou tout moyen équivalent.

Des moyens de secours adaptés (bouée, barque, ligne de vie, ...) seront disponibles à proximité.

III.7. REMISE EN ETAT DU SITE

III.7.A. GENERALITES

L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation et compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Le site sera libéré, en fin d'exploitation, de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Aucun dépôt ou épave ne devra subsister sur le site.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard trois mois avant l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de demande de renouvellement de demande d'exploitation. Elle est réalisée en conformité au dossier de demande d'autorisation.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- la mise en sécurité des fronts de taille,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

III.7.B. REMISE EN ETAT COORDONNEE A L'EXPLOITATION

La remise en état devra être coordonnée à l'exploitation conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté (Annexe 2).

L'exploitation de la phase (n + 2) ne peut débiter que si la phase (n) est remise en état.

III.7.B.a. SUIVI ANNUEL D'EXPLOITATION

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remise en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts,
- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau, ...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau, ...), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1^{er} février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan devra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

III.7.C. DISPOSITIONS DE REMISE EN ETAT

Préalablement à la remise en état, et en tout état de cause au moins 9 mois avant l'échéance du présent arrêté, l'exploitant prendra l'attache des services administratifs concernés pour déterminer la pérennité ou l'arrêt du rejet de 15 m³/h en continu dans le ruisseau voisin.

La remise en état sera réalisée conformément aux plans (annexe 3) et au dossier objet de la présente demande (page 128 à 136) et des plans et données complémentaires fournis par le pétitionnaire le 3 mars 2009.

III.7.C.a. REALISATION DU PLAN D'EAU

Le plan d'eau aura une superficie finale de l'ordre de 67 hectares.

Le tracé des rives devra éviter les formes linéaires.

Après avoir réalisé des tirs de banquettes, les berges devront présenter des pentes de 30 à 40°.

Le plan d'eau se stabilisera à la cote de 164 m NGF, la durée de remplissage est estimée à une cinquantaine d'années.

Les terres de découvertes et les horizons humifères serviront à la remise en état de zones situées autour du plan d'eau.

Les plantations terrestres et aquatiques seront réalisées conformément au dossier annexé à la demande d'autorisation.

III.7.C.b REHABILITATION DES FRONTS ET GRADINS

La purge de chaque gradin sera effectuée de façon à assurer leur stabilité dans le temps.

Le front Sud sera remblayé. Ce réaménagement entrepris à son extrémité Est sera poursuivie vers l'Ouest.

Sur les autres fronts, autres que les fronts Sud et Nord Est, des tirs de bordure seront effectués et les matériaux obtenus seront mis en remblai immédiatement à l'aval pour adoucir la pente.

III.7.C.c REBOISEMENT

Le reboisement s'effectuera avec les essences locales suivantes *chêne sessile et pédonculé, charme, bouleau*, conformément au dossier. En outre, parmi les essences utilisées pour les reboisements et la revégétalisation, il conviendra d'exclure les espèces non indigènes suivantes : *Alnus cordata, Pinus nigra, Eleagnus angustifolia, Gleditchia triacanthos*.

Article IV. VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente autorisation,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte pour ce qui concerne l'exploitation de l'installation de traitement des matériaux et dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation pour ce qui concerne l'exploitation de la carrière.

Article V. NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Ampliations en seront adressées au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, aux Maires des communes de BEFFES et MARSEILLES LES AUBIGNY et aux chefs des services consultés lors de l'instruction de la demande.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de l'exploitant, inséré par les soins du Préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois à la mairie de BEFFES. Le Maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché par l'exploitant dans son établissement.

Article VI. SANCTIONS

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 514 du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

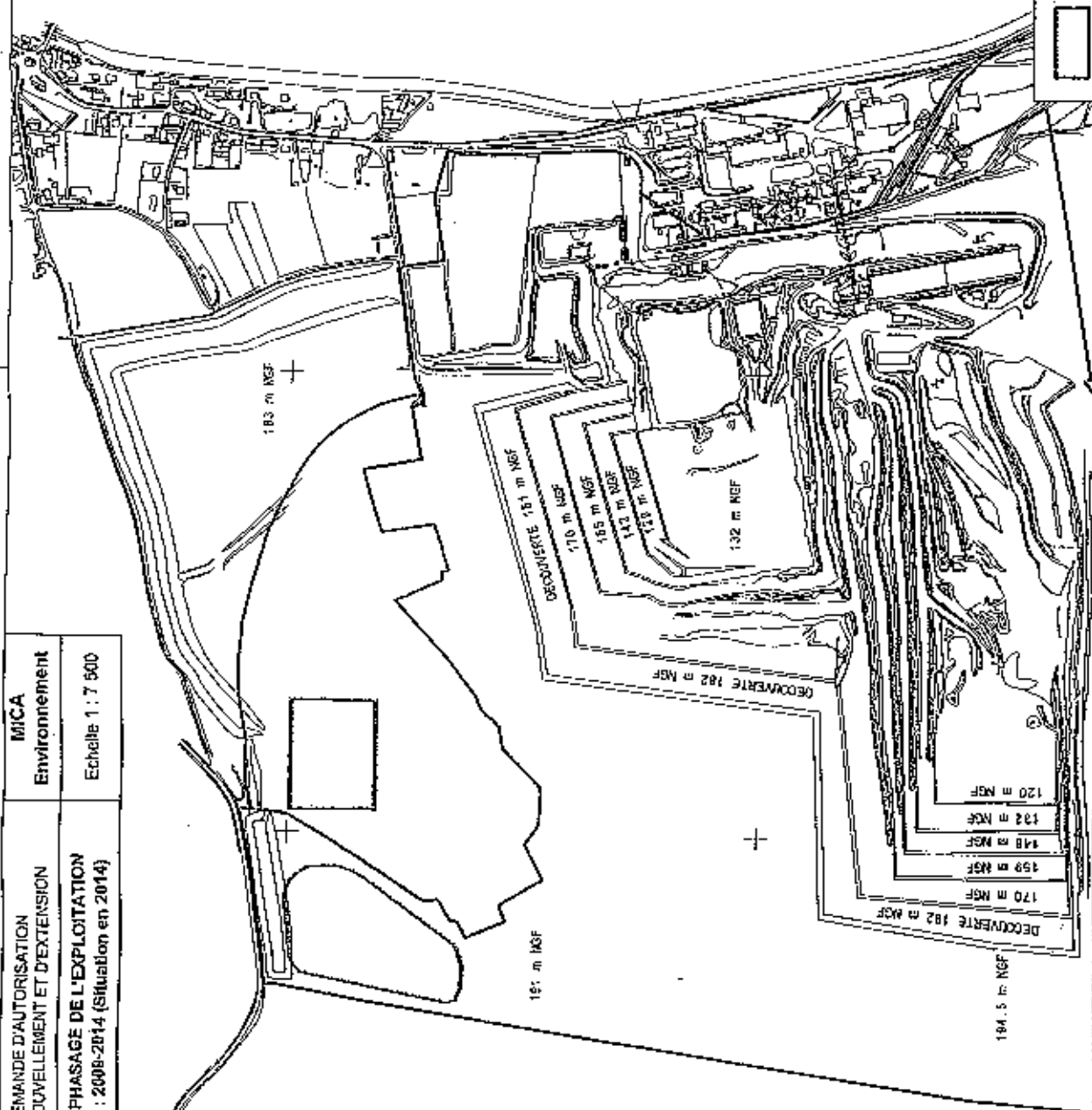
Article VII. EXÉCUTION

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Monsieur le Maire de BEFFES, Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement -Centre- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS
CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION**

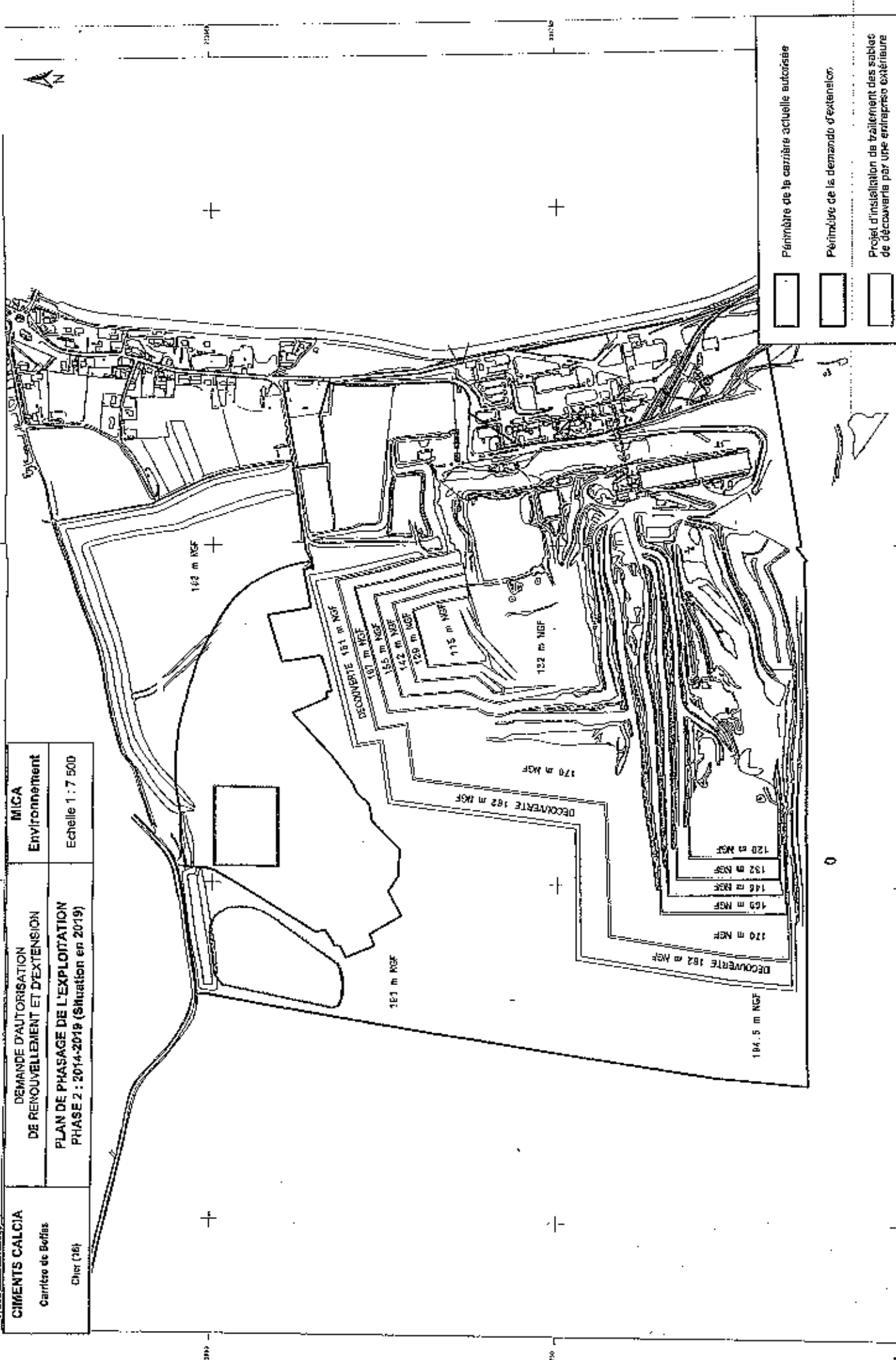
ARTICLE	DOCUMENT	PERIODICITE OU ECHEANCE	TRANSMISSION OU MISE A DISPOSITION
III.1.B	Plan de bornage	Avec la déclaration de début d'exploitation	Transmission
II.1.B	Acte de cautionnement	Avec la déclaration de début d'exploitation	Transmission
III.2	Déclaration de début d'exploitation comportant la liste des travaux effectués	Avant le début des travaux	Transmission
II.1.D	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
II.1.E	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
II.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
III.4.C	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques	Dans les meilleurs délais.	Transmission
II.5	Déclaration de cessation d'activité de la carrière comportant le mémoire de remise en état.	Six mois avant l'échéance de l'arrêté préfectoral	Transmission
III.5.A.d	Surveillance des eaux souterraines	Tous les semestres et notamment en période de basses eaux et de hautes eaux.	Mise à disposition des résultats de suivi
III.7.B.a	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière, avec rapport annuel d'exploitation, et état des surfaces S1, S2 et S3	Annuelle	Transmission tous les ans avant le 1 ^{er} février
II.4.G	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité, contrôle des installations électriques, des appareils de levage, des extincteurs, ...	Réglementaire	Mise à disposition
IV.1.G et III.5.C.d	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
III.5.D.e	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans	Mise à disposition
III.5D.f	Contrôle vibrations	Tous les 3 ans	Transmission
III.6.B	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition

CIMENTS CALCIA Carrière de Belfas Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	MICA Environnement
	PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION PHASE 1 : 2008-2014 (situation en 2014)	Echelle 1 : 7 500



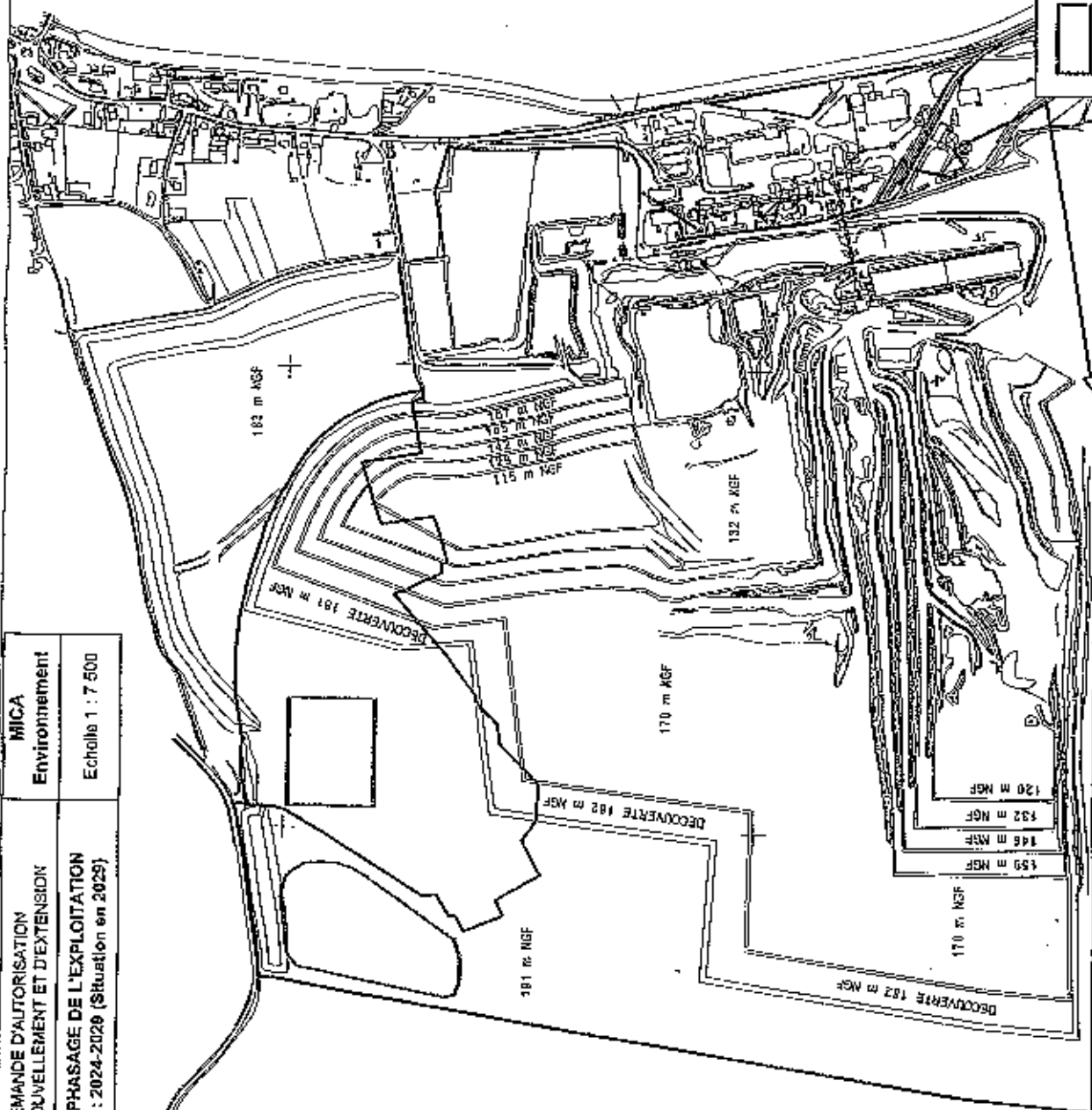
- ☐ Périmètre de la carrière actuelle autorisée
- ☐ Périmètre de la demande d'extension
- ☐ Projet d'installation de traitement des sables de découverture par une entrée extérieure

CIMENTS CALCIA Carrière de Boffas Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION		MICA Environnement
	PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION PHASE 2 : 2014-2019 (Situation en 2019)		Echelle 1 : 7 500



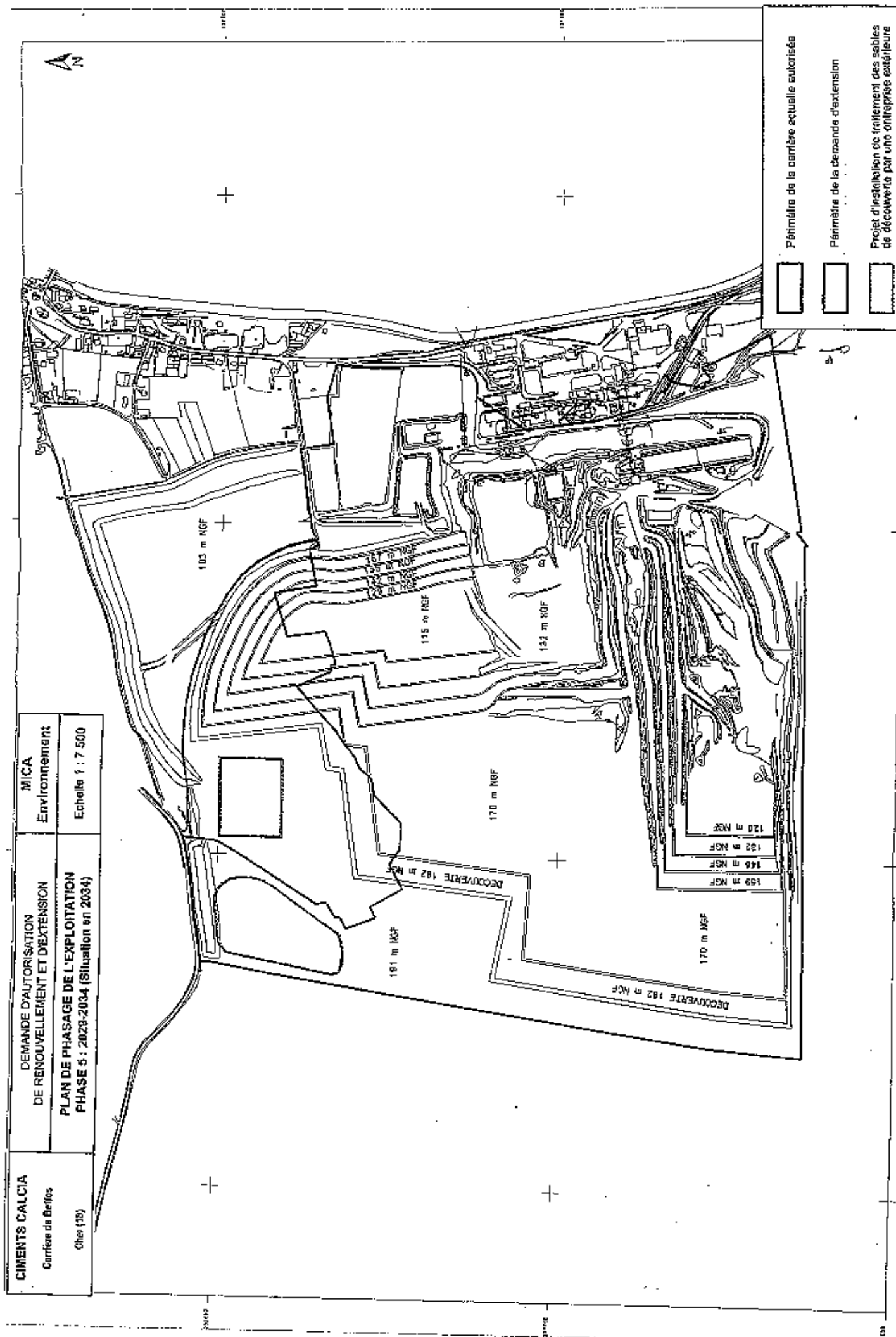
<input type="checkbox"/>	Périmètre de la carrière actuelle autorisée
<input type="checkbox"/>	Périmètre de la demande d'extension
<input type="checkbox"/>	Projet d'installation de traitement des sables de découverture par une entreprise extérieure

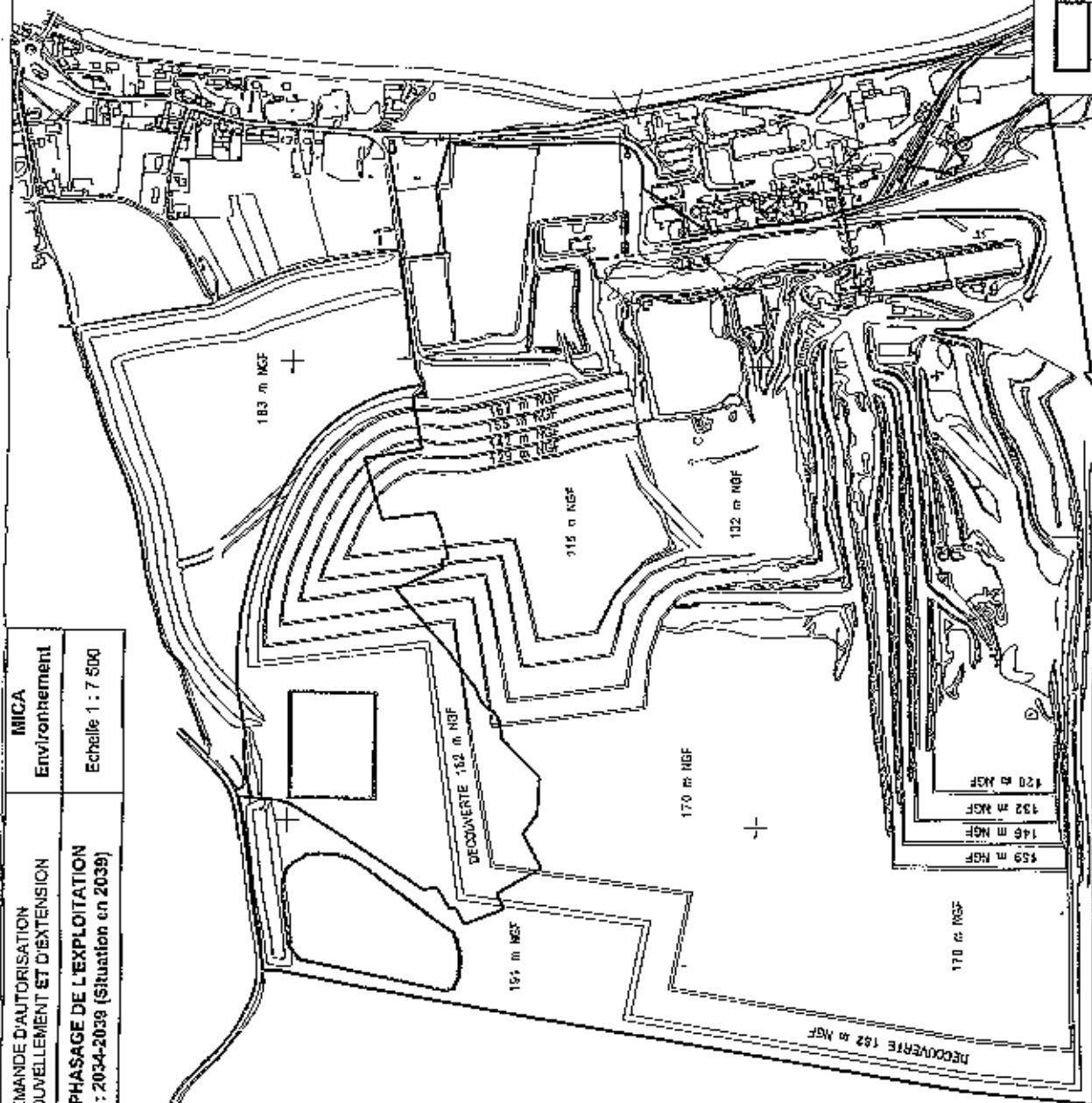
CIMENTIS CALCIA Carrière de Baillies Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	MICA Environnement Echelle 1 : 7 500
	PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION PHASE 4 : 2024-2029 (Situation en 2029)	



	Périmètre de la carrière actuelle autorisée
	Périmètre de la demande d'extension
	Projet d'installation de traitement des sables de découverte par une entrainée extérieure

CIMENTIS CALCIA Carrière de Belfos Chet (18)	DEMANDE D'AUTORISATION		MICA
	DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION		Environnement
	PLAN DE PHASAGE DE L'EXPLOITATION		Echelle 1 : 7 500
	PHASE 5 : 2028-2034 (Situation en 2034)		





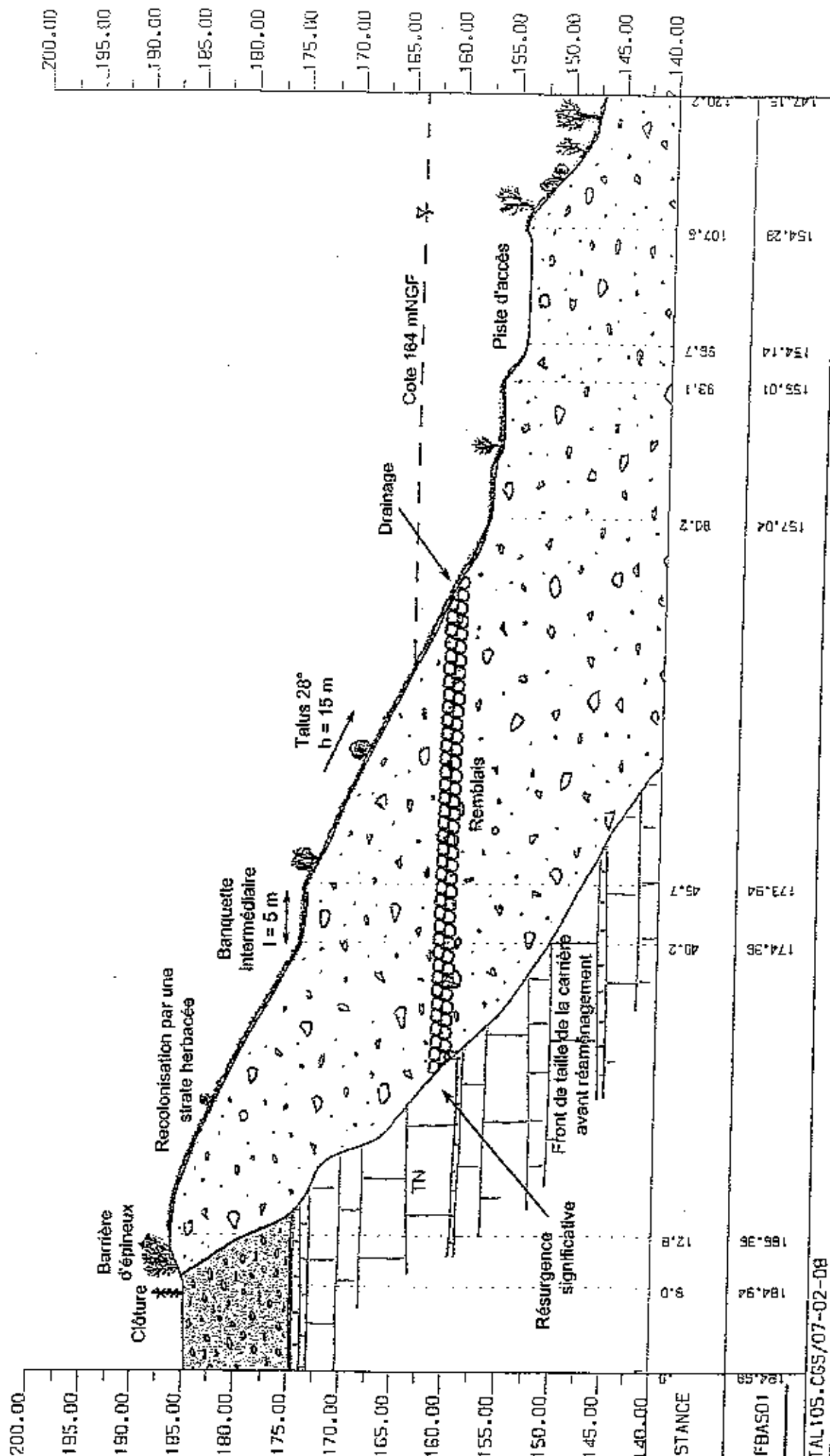
Périmètre de la carrière actuelle autorisée



Périmètre de la demande d'extension

Projet d'installation de traitement des sables
de découverte par une entreprise extérieure

Ciments Calcia Carrière de Beffes Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	MICA Environnement
	COUPE DE PRINCIPE DU REAMENAGEMENT DES FRONTS TYPE "REMBLAIS"	



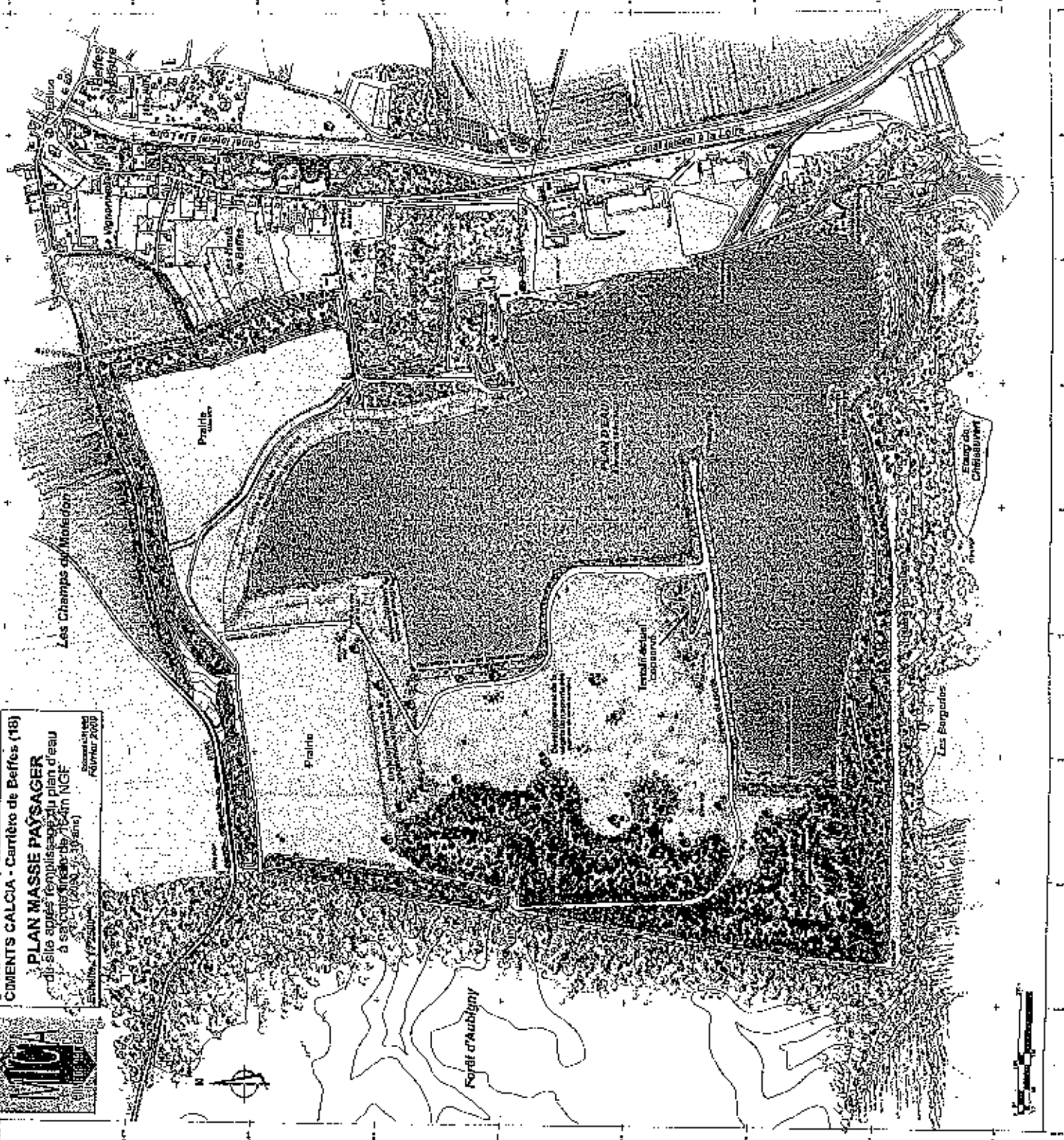


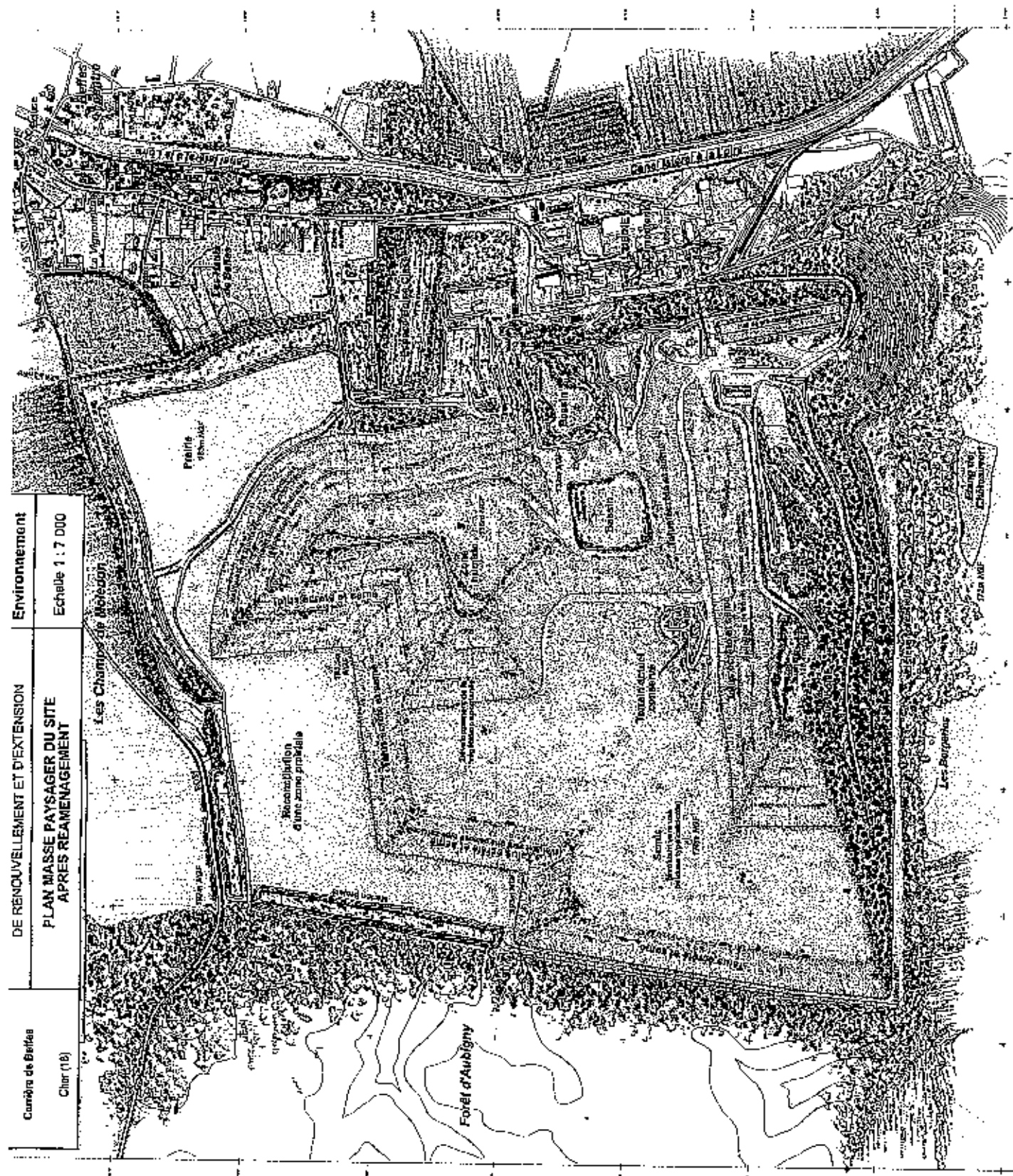
COMENTS CALÇIA - Camlêro de Beffes (18)

PLAN MASSE PAÏSAGER

du site après remplissage du plan d'eau à sa cote finale de 184m NGF.

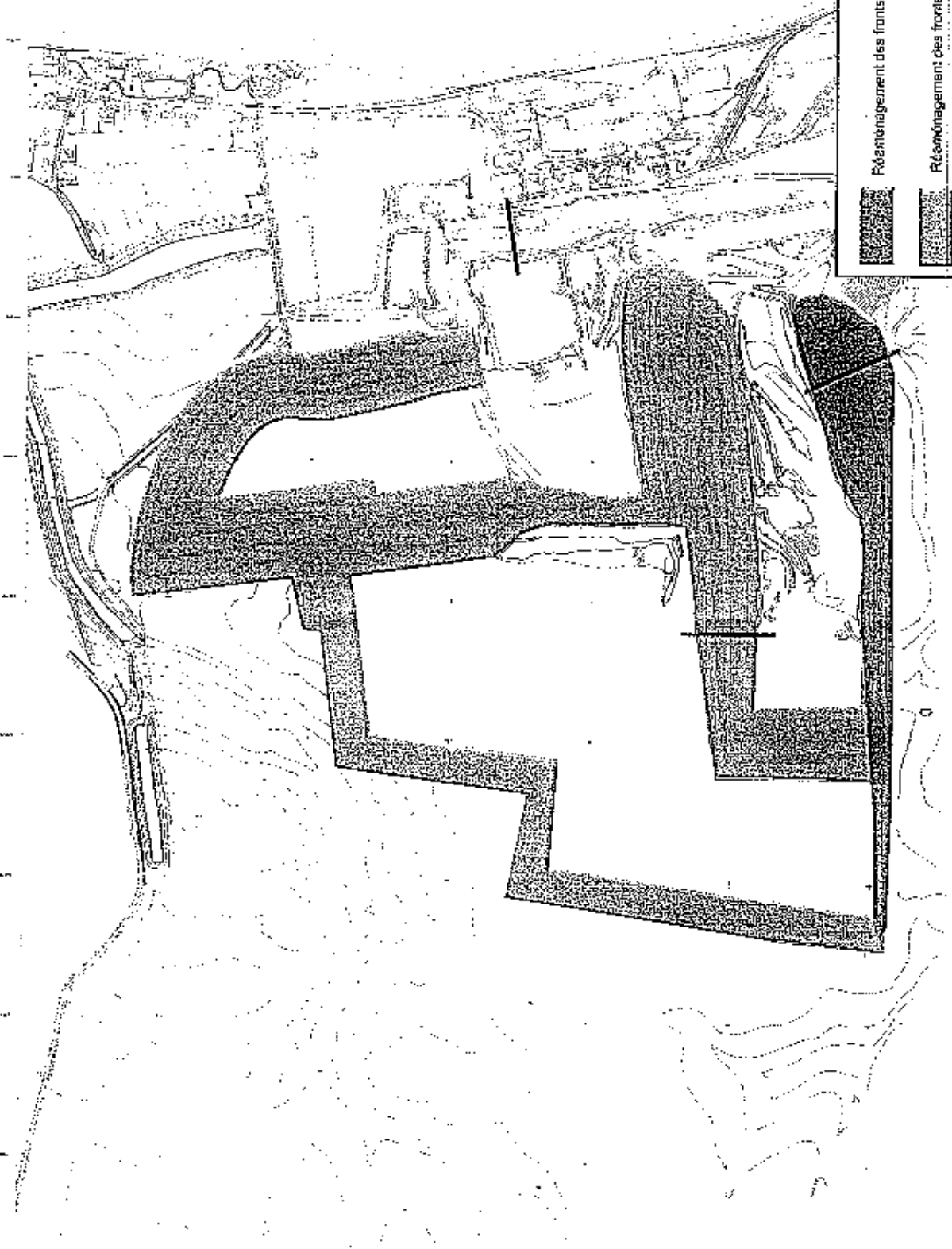
உயிர்ப்பாதுகாப்பு

[illegible]



Carré de Brelas Clair (18)	DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION PLAN MASSE PAYSAGER DU SITE APRES REAMENAGEMENT	Environnement Echelle 1 : 7 000
--------------------------------------	---	---

CIMENTIS CALCIA Carrière de Boffas Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION		MICA Environnement
	PLAN DES PRINCIPES DE RÉAMÉNAGEMENT		Echelle 1 : 7 000



	Réaménagement des fronts type "remblai"
	Réaménagement des fronts en "déblai-remblai"
	Implantation des coupes du principe

Ciments Calcia Carrières de Baffes Cher (18)	DEMANDE D'AUTORISATION DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION	MICA Environnement
	COUPE DE PRINCIPE DU REAMENAGEMENT DES FRONTS EN "DEBLAIS - REMBLAIS"	Echelle 1 : 500

